



Climate Governance

Une évaluation de la capacité et de l'état
de préparation du gouvernement à transformer
le Sénégal en une société à zéro émission

CAT Climate Governance Series

SÉNÉGAL

August 2022

Série Gouvernance Climatique du CAT

Dans le cadre de l'Accord de Paris, les gouvernements se sont engagés à réduire l'augmentation de la température de la planète en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5°C. L'atteinte de cet objectif requiert de réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2030, d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et de tous les gaz vers 2070, avec des émissions nettes négatives par la suite.

Les gouvernements de tous les pays jouent un rôle essentiel pour permettre cette transformation qui implique une action dans tous les aspects de la société et de l'économie.

Le Climate Action Tracker (CAT) suit les progrès des pays vers la réalisation des objectifs climatiques qu'ils se sont fixés dans le cadre de l'Accord de Paris et ce que l'effet combiné de ces engagements et politiques signifie pour les niveaux de température mondiale à la fin de ce siècle.

Dans cette série, le CAT développe des analyses au niveau des pays pour évaluer la capacité et la préparation des gouvernements au niveau national à permettre la transformation nécessaire de l'économie vers une société neutre en émissions de gaz à effet de serre.

Notre évaluation se concentre sur les gouvernements nationaux et analyse quatre aspects de la gouvernance couvrant les facteurs clés permettant une action climatique efficace:

- l'engagement politique du gouvernement en faveur de la décarbonisation,
- le cadre institutionnel qu'il a mis en place pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions,
- les processus qu'elle a établis pour élaborer, mettre en œuvre et réviser les politiques d'atténuation, et
- sa capacité et sa volonté de s'engager avec les parties prenantes concernées dans l'élaboration des politiques.

La série sur la gouvernance climatique cherche à offrir une approche standardisée et reproductible pour évaluer la capacité et la préparation d'un gouvernement à réaliser la transformation requise, en soulignant les développements positifs et les domaines à améliorer.

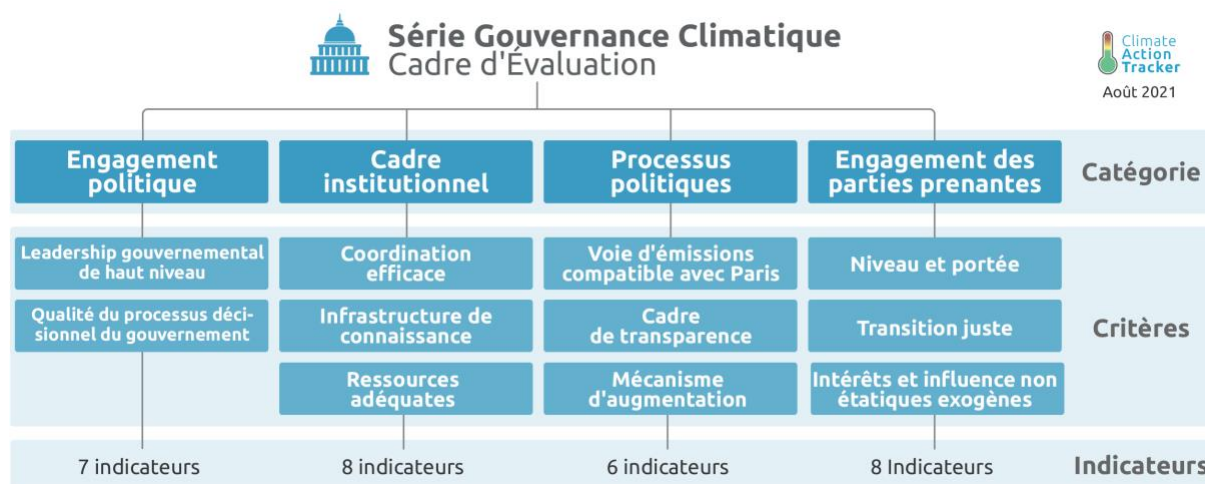
Depuis 2019, nous avons élargi l'étendue de notre couverture. Tous les profils de pays sont disponibles sur notre **site web**.

<http://climateactiontracker.org/publications/climate-governance>

Légende

Comprendre nos indicateurs

Cette série de rapports vise à produire une approche standardisée et reproductible pour évaluer l'état de préparation d'un pays à la transition vers une société à zéro émission de carbone. Pour ce faire, nous avons évalué un certain nombre d'indicateurs possibles selon quatre grandes catégories et onze critères. Les **critères** sont indiqués en caractères gras dans ce document.



Malgré le désir d'avoir une analyse standardisée, notre cadre d'évaluation est un document évolutif et nous révisons occasionnellement le nombre ou la composition de nos indicateurs. Pour plus de détails, voir notre [page sur la méthodologie d'analyse](#). Cette évaluation du Sénégal est basée sur notre [méthodologie de 2021](#).

Comprendre notre système de notation

Notre système de notation met en évidence les évolutions positives au sein des pays, identifie les domaines à améliorer et établit une base de comparaison de la gouvernance climatique entre les pays.

Chaque indicateur individuel a été évalué et a reçu un score. Les catégories et critères liés à ces indicateurs sont ensuite notés sur la base de ces scores.

Très faible	≤ 20% de la note possible Cette note indique que le gouvernement est déficient et que des améliorations sont nécessaires.
Pauvre	20 - 40% de la note possible Cette note indique que le gouvernement fait preuve d'un niveau limité de préparation et que des améliorations sont encore nécessaires.
Neutre	40 - 60% de la note possible Cette note indique que le gouvernement fait preuve d'un certain niveau de préparation, mais que des améliorations sont encore nécessaires.
Acceptable	60 - 80% de la note possible Cette note indique que le gouvernement fait preuve d'un bon niveau de préparation, même si des améliorations sont encore possibles.
Avancé	≥ 80 % de la note possible Cette note indique que le gouvernement est performant, bien que des améliorations soient encore possibles et bénéfiques.

Résumé exécutif

Le gouvernement du Sénégal s'est engagé à développer ses gisements de pétrole et de gaz naturel. Le Président Macky Sall s'est ouvertement opposé aux efforts internationaux visant à limiter le financement du développement des énergies fossiles. Si le gouvernement considère l'adaptation et la résilience face aux impacts des changements climatiques, notamment dans le secteur agricole, comme la priorité, il accorde peu d'attention à la nécessité de décarboniser son économie.

Le Sénégal progresse dans la mise en œuvre de sa politique climatique. Le gouvernement a fait des efforts dans le déploiement des énergies renouvelables et le développement des transports publics. Il a également abandonné ses projets de production de l'électricité à partir du charbon, mais poursuit sa stratégie de conversion du gaz en électricité visant à faire passer sa production d'électricité du pétrole lourd au gaz fossile. On ignore si le Président Sall se représentera aux élections en 2024. Toutefois, il est peu probable qu'un changement de gouvernement entraîne des modifications importantes de la politique climatique ou des plans de développement du gaz fossile.

Le gouvernement a fait quelques efforts pour lutter contre la corruption. Toutefois, ces efforts n'ont pas poursuivi leur cours et, ces dernières années, ils semblent s'être inversés. Il existe des allégations de corruption concernant certains marchés pétroliers et gaziers du Sénégal et dans le secteur forestier. Cet état de corruption constitue un facteur qui pourrait compromettre la confiance des citoyens dans la capacité du gouvernement à tenir ses promesses concernant les actions liées à la transition.

Le Comité National sur le Changement Climatique (COMNACC) coordonne l'action climatique au Sénégal. Alors que le COMNACC semble assurer une large coordination entre les acteurs concernés par les actions climatiques au niveau national, il est discutable d'évaluer dans quelle mesure il assure une coordination interministérielle ciblée entre les ministères sectoriels, étant donné que le Comité est ouvert à une large participation de parties prenantes. Le Sénégal ne dispose pas d'une entité interministérielle dédiée à l'action climatique liée à la transition.

En raison du manque de coordination efficace de l'action climatique, la nécessité d'une transition vers une société à zéro émission n'a pas été intégrée dans les politiques sectorielles. Bien que l'on puisse trouver des références à la CDN du Sénégal ou à d'autres mesures d'atténuation dans certaines politiques sectorielles, il y a un manque de stratégies englobant toutes les questions liées à la transition dans un secteur donné. Les actions sont fragmentées entre et au sein des ministères.

Le Sénégal ne dispose pas d'un organisme faisant autorité et doté d'un mandat explicite et clair pour fournir des conseils au gouvernement en matière de climat ou de transition énergétique, bien que certaines agences fournissent des appui-conseil au gouvernement sur des questions liées à l'atténuation et puissent être capables de jouer un tel rôle.

Le Sénégal a un bon niveau de préparation au financement climatique dans certains domaines, comme la mobilisation du financement climatique international. Cependant, d'autres domaines, comme l'intégration des considérations climatiques dans ses processus budgétaires nationaux, nécessitent d'importantes améliorations. Plus largement, les contraintes de ressources constituent un problème et limitent la capacité d'action des acteurs institutionnels clés.

Le Sénégal ne dispose pas d'une législation complète sur le changement climatique, bien qu'il ait certaines législations sectorielles pertinentes sur le climat. Le pays n'a pas adopté d'objectif visant la neutralité carbone et certains de ses plans actuels, comme le passage au gaz fossile dans son secteur de l'électricité, sont incompatibles avec la voie de limitation de la température de la planète à 1,5°C. Le gouvernement a commencé à préparer sa stratégie de développement à long terme à faible intensité de carbone en mars 2022. Il est possible d'espérer que ce plan à long terme aidera le pays à mieux aligner ses efforts d'atténuation à court terme sur une voie de décarbonisation.

Le gouvernement du Sénégal est en train de développer un cadre de transparence. Un projet de l'Initiative pour la Transparence de l'Action Climatique (ICAT) a conduit à la proposition d'un système national MRV et à la préparation d'une feuille de route pour sa mise en œuvre. Le Sénégal ne dispose pas d'un mécanisme formel d'examen ou d'augmentation pour évaluer et renforcer l'action climatique. Cependant, il dispose de certaines fonctions de suivi et d'évaluation dans le cadre de son processus de planification plus large, à la fois au sein du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au sein du gouvernement en général.

La recherche d'une large adhésion aux politiques et projets liés à la transition du Sénégal est limitée. La consultation des parties prenantes a lieu régulièrement, mais son efficacité est sujette à caution. L'opinion publique n'est pas souvent prise en compte dans l'élaboration des politiques, et certains projets de combustibles fossiles, comme la centrale au charbon controversée de Sendou, sont mis en œuvre malgré une forte opposition de la population.

Les plans d'expansion du gaz fossile au Sénégal sont incompatibles avec une transition juste et risquent de conduire à des investissements perdus et à des niveaux élevés de chômage. Le secteur pétrolier et gazier a probablement une influence importante sur le gouvernement, tandis que l'impact du secteur des énergies renouvelables, qui en est encore à ses débuts, est probablement limité. Le Sénégal travaille à l'élaboration d'une feuille de route pour une transition juste, dans le cadre de l'Initiative d'Action climatique pour l'Emploi.

Les données des sondages suggèrent que le public soutient dans une certaine mesure la réduction des émissions, mais que la connaissance générale sur les questions liées au climat est faible. Bien que le gouvernement travaille sur une stratégie visant à intégrer le changement climatique dans les curricula, cette stratégie est uniquement axée sur l'adaptation.

Catégorie	Critères	Recommandations
Engagement politique	Leadership gouvernemental de haut niveau	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'engagement des responsables gouvernementaux de tous les ministères concernés en faveur de la transition, et notamment de la nécessité d'accélérer l'adoption des énergies renouvelables; Veiller à ce que tous les ministères concernés soient mandatés pour mener des actions liées à la transition vers la neutralité carbone.
	Qualité du processus décisionnel du gouvernement	
Cadre institutionnel	Coordination efficace	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la coordination entre les ministères de tutelle et entre le gouvernement central et les autorités locales afin d'assurer un engagement interministériel suffisant; Renforcer le Comité National sur le Changement Climatique (COMNACC) en remédiant à ses contraintes opérationnelles persistantes; Créer une nouvelle entité, ou mandater une entité existante, pour fournir au gouvernement des conseils en matière de transition; Renforcer les efforts visant à intégrer la nécessité de la décarbonisation dans les politiques sectorielles; Poursuivre les efforts pour améliorer l'accès des entités gouvernementales et des acteurs non étatiques au financement climatique; Augmenter l'allocation budgétaire du MEDD et mettre en œuvre un programme à long terme pour renforcer les capacités du ministère; Établir un mécanisme formel de marquage du budget lié au climat pour le ministère des finances afin de soutenir l'intégration systématique des actions climatiques orientées vers la transition dans le budget national.
	Infrastructure de connaissance	
	Ressources adéquates	

Processus politiques	Voie d'émissions compatible avec Paris	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter un objectif à long terme de zéro émission nette, assorti d'objectifs et de jalons clairs à l'échelle de l'économie nationale et sectorielle; • Poursuivre les efforts visant à élaborer une stratégie de développement à long terme à faible intensité de carbone ; • Mettre en place un mécanisme formel pour intégrer les objectifs à long terme de la transition vers la neutralité carbone dans la conception et la mise en œuvre des politiques sectorielles à court terme;
	Cadre de transparence	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter une loi globale sur le changement climatique ou réviser le code de l'environnement pour y inclure des dispositions claires sur les objectifs de réduction des émissions;
	Mécanisme d'augmentation	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les efforts visant à établir et à renforcer le cadre de transparence du pays, notamment en améliorant l'accès aux informations en ligne; • Mettre en place un mécanisme formel d'augmentation pour intensifier l'action climatique conformément au cycle quinquennal de l'Accord de Paris.
Engagement des parties prenantes	Niveau et portée	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les efforts de sensibilisation et d'information du public en matière d'atténuation du climat; • Inclure l'atténuation du changement climatique dans la stratégie d'éducation du gouvernement;
	Transition juste	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les mécanismes existants de consultation des parties prenantes afin de garantir une participation et une adhésion adéquates du public;
	Intérêts et influence non étatiques exogènes	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les efforts visant à assurer une transition juste pour tous en adoptant une stratégie globale et en s'attaquant aux problèmes de ceux qui sont affectés par les besoins de la transition.

Contenu

Résumé exécutif	i
1 Introduction	5
1.1 Contexte national.....	5
1.2 Aperçu de la gouvernance climatique	6
2 Evaluation nationale	8
2.1 Engagement politique	8
2.2 Cadre institutionnel	11
2.3 Processus d'élaboration, de mise en œuvre et de révision des politiques	14
2.4 Engagement des parties prenantes	16
Auteurs	19
Références	20

1 Introduction

1.1 Contexte national

La République du Sénégal est située en Afrique de l'Ouest et compte près de 17 millions d'habitants, dont 55% vivent en milieu rural et 45% en milieu urbain (ANSD, 2020a).

L'économie du Sénégal a connu une croissance annuelle d'environ 6 % entre 2014 et 2019. La croissance a ralenti au cours de l'année 2020 en raison de la pandémie du coronavirus, mais est restée positive et a rebondi à 6 % en 2021 (The World Bank, 2022b). Le pays a réalisé un certain nombre d'avancées en matière de développement au cours de la dernière décennie, notamment en réduisant le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté et en élargissant l'accès à l'électricité (The World Bank, 2022c, 2022a). Il affiche désormais l'un des taux d'accès à l'électricité les plus élevés d'Afrique de l'Ouest (Energy Capital & Power, 2021a). En 2020, l'accès était presque universel dans les zones urbaines, mais seulement environ la moitié de la population des zones rurales y avait accès (The World Bank, 2022a). Le gouvernement s'est engagé à assurer l'accès universel à l'électricité d'ici 2025 (MPE, 2019).

En 2012, Macky Sall a prêté serment en tant que quatrième Président du Sénégal depuis l'indépendance du pays en 1960. Il a été réélu en 2019 pour un mandat de cinq ans. Historiquement, le Sénégal est considéré comme une démocratie stable, avec un transfert pacifique du pouvoir entre les partis politiques depuis deux décennies (Freedom House, 2022).

Cependant, des inquiétudes ont été soulevées concernant les changements constitutionnels et les actions ciblées contre les leaders de l'opposition qui ont sapé l'efficacité de cette dernière. Le Président Sall n'a pas exclu de se présenter pour un troisième mandat en 2024, une démarche rendue possible par les récents changements constitutionnels. Le parti du Président a perdu des circonscriptions clés lors des élections locales en début de l'année 2022, notamment la mairie de Dakar. Ce qui est considéré comme un indicateur d'appréciation de son niveau de popularité (Africanews, 2022; Ba, 2022). La coalition au pouvoir du Président affirme avoir remporté une nouvelle majorité lors des élections législatives du 31 juillet 2022, mais ces résultats sont contestés par l'opposition (Dione and Ba, 2022).

Le Sénégal dépend des importations pour satisfaire sa demande énergétique, ce qui constitue une charge importante pour l'économie du pays (ANSD, 2020b). En 2018, le Sénégal a adopté une stratégie de conversion du gaz en électricité suite à d'importantes découvertes de pétrole et de gaz. Pour que le Sénégal puisse exploiter ses réserves de gaz naturel, il lui faudrait construire d'importantes infrastructures, notamment des gazoducs, des terminaux GNL et des centrales électriques au gaz. Investir dans de nouvelles infrastructures fossiles est une stratégie risquée, avec le potentiel de créer des actifs perdus, alors que le monde se dirige vers une voie de zéro émission nette (CAT, 2022). Les recettes publiques des projets en cours de développement ne devraient pas transformer l'économie ou les finances publiques du Sénégal, puisqu'elles sont estimées à seulement 1,5 % du PIB en moyenne (Davis et al., 2021).

Le Sénégal dispose d'une petite quantité de production d'électricité au charbon, provenant en grande partie de la centrale au charbon controversée de Sendou. La centrale de Sendou est entrée en service en octobre 2018, mais a été fermée moins d'un an plus tard, en juillet 2019, en raison de problèmes techniques (AFDB, 2021). Elle a repris sa production en septembre 2021, à environ 60-70 % de sa capacité initiale (Khadre, 2021). La centrale a fait l'objet d'une importante opposition locale en raison de ses incidences sociales et environnementales (Feiger and Vasudevan, 2021; Financial Afrik, 2017).

Le gouvernement a indiqué que la centrale sera convertie en centrale à gaz et cherche un nouveau promoteur pour le projet (Sonko, 2021). Le promoteur initial réclame au gouvernement sénégalais plus d'un milliard USD de dommages et intérêts pour avoir bloqué l'accès de la centrale au réseau (Xalima, 2022). Lors de la COP26, le Sénégal s'est engagé à ne plus construire de nouvelles centrales électriques au charbon et à éliminer progressivement les centrales existantes d'ici les années 2040 (UN Climate Change Conference, 2021).

Le Sénégal a un objectif d'électricité renouvelable à court terme de 29,2% de la capacité installée en 2023 (Republic of Senegal, 2018b). Il est en bonne voie pour atteindre cet objectif, car ayant déjà atteint 26,7 % de la capacité installée en 2020 (SENELEC, 2020). Cette année-là, le Sénégal a produit environ 17 % de son électricité à partir de sources renouvelables. La production d'énergie solaire est passée de pratiquement rien en 2016 à près de 6 % de la production d'électricité en 2020. En 2020, le premier parc éolien à l'échelle d'un service public connecté au réseau est entré en service (Peyton,

2020). Il représentait 11 % de la capacité installée du pays en 2020 et a généré 4 % de son énergie (SENELEC, 2020). Il est prévu d'agrandir le parc éolien et d'étudier le stockage sur batterie (SENELEC, 2020). Le Sénégal importe son énergie hydroélectrique par l'intermédiaire de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS).

La création d'emplois est une question essentielle pour le gouvernement, car près d'un quart de la population est sans emploi (ANSD, 2022). Le Climate Action Tracker a récemment publié une analyse montrant que si le Sénégal optait pour l'accélération de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables au lieu du gaz fossile, il pourrait créer, en moyenne, 6 700 années-emploi par MWh par an au cours de la prochaine décennie, contre 1 500 années-emploi dans le cadre des plans actuels (CAT, 2022).

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Sénégal étaient de 27 MtCO_{2e} en 2019 (hors LULUCF) (Gütschow et al., 2021). L'agriculture représente près de la moitié de ses émissions, suivie par l'énergie. Les secteurs de l'industrie et des déchets contribuent à peu près à parts égales. Tous deux représentent moins de 10 % des émissions. Les émissions de tous les secteurs devraient augmenter au cours de la prochaine décennie selon un scénario de statut quo ; la croissance la plus rapide étant celle du secteur de l'énergie, le Sénégal développant sa production de gaz fossile (Republic of Senegal, 2020a).

Le Sénégal est très vulnérable aux impacts du changement climatique (ND-GAIN, 2022). Par exemple, la zone littorale du pays est sensible à l'élévation du niveau de la mer : un mètre d'élévation du niveau de la mer inonderait des milliers de kilomètres carrés de zones basses, principalement des estuaires ; ce qui équivaut à la disparition de toutes les forêts de mangroves actuelles (Republic of Senegal, 2020).

1.2 Aperçu de la gouvernance climatique

Le cadre politique général du Sénégal est défini dans le Plan Sénégal Émergent (PSE), qui oriente le programme de développement du pays. Ce plan repose sur trois piliers stratégiques, à savoir : la transformation économique, la promotion du capital humain et le renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit.

Le PSE est mis en œuvre à travers des plans d'actions prioritaires (PAP) quinquennaux (Republic of Senegal, 2014, 2018b). Les secteurs élaborent également des plans quinquennaux, mais la période de mise en œuvre ne correspond pas toujours à celle des PAP (MAER, 2018a; MEDD, 2015b; MEP, 2019). Le PAP 2019-2023 met clairement l'accent sur l'adaptation aux impacts des changements climatiques, qui est l'un de ses objectifs clés, et sur le développement du secteur pétrolier et gazier, bien qu'il comprenne un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour 2023 et une référence à la mise en œuvre de la CDN du pays (Republic of Senegal, 2018b).

Le Sénégal a soumis sa CDN actualisée en décembre 2020 (Republic of Senegal, 2020a). La CDN actualisée fixe un objectif inconditionnel de réduction des émissions de GES de 7 % en dessous des niveaux de statut quo (Business as usual, BAU) d'ici 2030 (y compris le secteur UTCF). En tant qu'objectif conditionnel, la réduction des émissions de GES pourrait passer à 29,5 % en dessous des niveaux de statut quo d'ici 2030, avec un soutien international. Le Sénégal s'est également engagé à atteindre un objectif inconditionnel de réduction des émissions de 5% en dessous du statut quo d'ici 2025 et un objectif conditionnel de réduction des émissions de 23,7% en dessous du statut quo.

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) est chargé de coordonner et de suivre l'élaboration et la mise en œuvre de la politique climatique. Le Comité National sur les Changements Climatiques (COMNACC), créé en 1994, cherche à assurer la coordination, l'intégration, le suivi et l'évaluation des interventions sur le changement climatique aux niveaux national et local (Republic of Senegal, 2011a). La Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC), un département du MEDD, assure le secrétariat du COMNACC.



Institutions clés

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)

Le MEDD est l'institution nationale chargée d'élaborer et de mettre en œuvre la politique environnementale du Sénégal. Le ministère a le mandat général de traiter des questions liées à la pollution, de faire le suivi du niveau des impacts des changements climatiques, et de représenter le Sénégal lors des réunions internationales sur le climat. Toutefois, le ministère n'est pas explicitement chargé des actions visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ni d'aider le pays à passer à une société neutre en carbone. Son mandat actuel est défini dans le décret n°2020-2214 (11 novembre 2020).

Comité National sur les Changements Climatiques (COMNACC)

Le COMNACC a été créé en 1994. Le Comité bénéficie d'une large participation des acteurs sectoriels du gouvernement et des parties prenantes non gouvernementales. Son mandat est d'assurer la coordination des différentes activités liées à la consultation, à la formation, à la sensibilisation, à la gestion et au suivi dans le cadre de la mise en œuvre des politiques climatiques. Son mandat actuel est défini dans le décret Présidentiel n°2011-1689 (3 octobre 2011).



Plans et stratégies clés

Plan Sénégal Émergent (PSE) 2014-2035

Le PSE est le cadre politique global, qui oriente le programme de développement du pays. Il repose sur trois piliers stratégiques : la transformation économique, la promotion du capital humain et le renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit. Il est mis en œuvre par le biais de plans d'action prioritaires (PAP) quinquennaux. Le PAP 2019-2023 met clairement l'accent sur l'adaptation au changement climatique et le développement du secteur pétrolier et gazier. Il comprend également une limite d'émissions de GES pour 2023 et une référence à la mise en œuvre de la CDN du pays.



Cibles

Contribution déterminée au niveau national (CDN) - mise à jour 2020

La CDN est composée d'un certain nombre d'objectifs sectoriels pour 2025 et 2030. Ces objectifs représentent une réduction globale des émissions de GES de 7 % à 29,5 % par rapport aux émissions habituelles en 2030, l'extrémité inférieure représentant l'objectif inconditionnel du Sénégal et l'extrémité supérieure son objectif conditionnel au soutien international et au financement climatique. Les secteurs couverts sont l'énergie, l'agriculture, la foresterie et les autres utilisations des terres, les déchets et l'industrie.



Principaux textes législatifs et réglementaires

Code de l'environnement (Loi n°2001-01 du 15 janvier 2001)

La loi sur le code de l'environnement a établi les principes fondamentaux régissant la gestion et la protection de l'environnement, mais elle ne traite pas explicitement des émissions de GES ou des mesures d'atténuation, et encore moins des questions liées au changement climatique dans son ensemble.

Energies renouvelables (Loi n°2010-21)

Cette loi a défini le cadre juridique pour la promotion et le développement des énergies renouvelables. Elle a défini les conditions de production, de transport, de stockage et de distribution des sources d'énergie renouvelables.

Secteur des biocarburants (Loi n°2010-22)

Cette loi vise à promouvoir l'utilisation des biocarburants. Elle fixe les conditions et les normes de production et d'utilisation afin d'assurer la diversification des sources d'énergie au Sénégal en valorisant les terres forestières et agricoles et en contribuant ainsi à la préservation de l'environnement.

Sylviculture (Loi n°2018-25)

Le code forestier vise à développer, réglementer et protéger les forêts ainsi qu'à augmenter le potentiel de séquestration de carbone du pays.

2 Évaluation nationale

2.1. Engagement politique

Engagement politique

Leadership gouvernemental de haut niveau

Qualité du processus décisionnel du gouvernement

Le gouvernement du Sénégal s'est engagé à développer ses gisements de pétrole et de gaz. Le Président Macky Sall s'est ouvertement opposé aux efforts internationaux visant à limiter le financement du développement des énergies fossiles. Si le gouvernement considère l'adaptation et la résilience face aux impacts des changements climatiques, notamment dans le secteur agricole, comme la priorité, il accorde peu d'attention à la nécessité de décarboniser son économie.

Le Sénégal progresse dans la mise en œuvre de sa politique climatique. Le gouvernement a fait des efforts dans le déploiement des énergies renouvelables et le développement des transports publics. Il a également abandonné ses projets de production de l'électricité à partir du charbon, mais poursuit sa stratégie de conversion du gaz en électricité visant à faire passer sa production d'électricité du pétrole lourd au gaz fossile. On ignore si le Président Sall se représentera aux élections en 2024. Toutefois, il est peu probable qu'un changement de gouvernement entraîne des modifications importantes de la politique climatique ou des plans de développement du gaz fossile.

Le gouvernement a fait des efforts pour lutter contre la corruption. Toutefois, ces efforts n'ont pas entièrement poursuivi leur cours et, ces dernières années, ils semblent s'être inversés. Il existe des allégations de corruption concernant certains marchés pétroliers et gaziers du Sénégal et dans le secteur forestier. Cet état de corruption constitue un facteur qui pourrait compromettre la confiance des citoyens dans la capacité du gouvernement à tenir ses promesses concernant les actions liées à la transition.

Un leadership gouvernemental de haut niveau peut être un moteur pour impulser les changements transformationnels à l'échelle de l'économie et accroître les ambitions en matière d'atténuation du changement climatique grâce à la définition d'une stratégie descendante et à l'envoi de signaux politiques efficaces.

Le Président Sall soutient certaines mesures en faveur du climat. Cependant, ce soutien est compromis par son engagement à développer la production de gaz fossile du Sénégal. Par exemple, dans son discours à la nation en fin d'année 2021, Sall a souligné les réalisations en matière de transport à faible émission de carbone, d'énergie solaire et de lutte contre la déforestation, mais il a également vanté les plans du pays pour commencer à produire du gaz fossile en 2023 (Head of State, 2021). Il s'est opposé aux efforts internationaux visant à limiter le financement du développement des combustibles fossiles (La Croix, 2021). Le Président Sall a nommé un proche allié au Ministère du Pétrole et de l'Énergie lors du remaniement ministériel de 2020, soulignant ainsi l'importance de ce portefeuille ministériel (Morgan, 2022).

L'adaptation et la résilience face aux impacts des changements climatiques, notamment dans le secteur de l'agriculture, sont la priorité du gouvernement (BIG, 2021a). Le Conseil des ministres discute de certains projets relatifs à l'atténuation, tels que les initiatives en matière d'énergie solaire et de transport public, mais la nécessité d'une transition vers une société à zéro émission de carbone est largement absente des délibérations (Présidence du Sénégal, 2022c, 2022b)¹. Bien que le gouvernement soutienne le déploiement des énergies renouvelables, la Ministre du Pétrole et de l'Énergie a souligné la nécessité d'exploiter le gaz fossile du pays et de ne pas se concentrer uniquement sur le développement des énergies renouvelables (Energy Capital & Power, 2021b). L'ensemble de ces actions suggère que la transition vers une économie à zéro émission de carbone

¹ Nous avons examiné les communiqués du Conseil des ministres du premier semestre 2022, disponibles ici : <https://www.presidence.sn/actualites/conseil-des-ministres>.

n'est pas une priorité principale pour le gouvernement et que les ministères sectoriels y accordent peu de soutien.

Les institutions clés du Sénégal sont limitées dans leur capacité à conduire la transition vers une société et une économie neutre en carbone à travers le gouvernement. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) est l'institution principale chargée des questions des changements climatiques, à travers la Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DECC). Le ministère dispose d'un large mandat pour traiter les questions liées à la pollution, faire le suivi des impacts des changements climatiques, et représenter le Sénégal lors des sommets internationaux sur le climat (Republic of Senegal, 2020b). Cependant, le ministère ne dispose pas d'un mandat explicite pour conduire des actions orientées vers la réduction des émissions de GES, ni d'aider le pays à passer à une société à zéro émissions.

C'est le Comité National sur le Changement Climatique (COMNACC), un organe interministériel avec une large participation des parties prenantes, qui a été chargé de la coordination, du suivi et de la sensibilisation au changement climatique, y compris les efforts d'atténuation (Republic of Senegal, 2011a). La DECC fait office de secrétariat du COMNACC. Le COMNACC est composée de représentants de tous les ministères sectoriels, de la Présidence de la République, du Sénat, de l'Assemblée nationale, de la Primature, des principales agences publiques, des principaux groupes d'acteurs privés, des syndicats et des acteurs universitaires. Bien que le COMNACC dispose d'un groupe dédié à l'atténuation, ses principales actions sont axées sur la coordination des activités, qui sont en grande partie basées sur des projets, et ne sont pas axées spécifiquement sur la transition.

La **qualité du processus décisionnel du gouvernement** aux niveaux les plus élevés est un facteur clé pour la mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses, car les gouvernements nationaux fournissent des ressources et une orientation aux niveaux inférieurs de gouvernement et peuvent stimuler les dynamiques horizontales par l'intégration, l'apprentissage et la coopération (Jänicke, Schreurs, & Töpfer, 2015).

La stabilité est l'un des aspects qui améliorent la qualité du processus décisionnel, car elle permet l'élaboration et la mise en œuvre continues des politiques nationales. Le Président Sall est au pouvoir depuis dix ans. Bien qu'une évaluation complète de l'état de la prise de décision du gouvernement en matière climatique dépasse le cadre de ce rapport, il existe des preuves de la mise en œuvre continue des plans climatiques.

Dans sa contribution déterminée au niveau national (CDN), le Sénégal a exposé un certain nombre de mesures sectorielles qu'il prévoyait mettre en œuvre (Republic of Senegal, 2015a). Le pays a notamment progressé dans le déploiement des énergies renouvelables, qui a connu une augmentation rapide depuis 2017, et dans l'expansion des transports publics (Dakar BRT, 2020; SENELEC, 2020). Sa première CDN de 2020 contient plus de détails sur la base de référence utilisée pour étayer chacun des objectifs sectoriels (Republic of Senegal, 2020a)

Le gouvernement a également abandonné les plans visant à développer davantage la production d'électricité à partir du charbon et s'est engagé à éliminer progressivement la production existante d'ici les années 2040 (UN Climate Change Conference, 2021). Toutefois, après la découverte de ses gisements de gaz, le gouvernement a adopté la Stratégie « Gas to Power » afin de réduire la dépendance du pays à l'égard du pétrole importé, ce qui pourrait entraîner la perte d'actifs et la création de moins d'emplois que ceux qui pourraient être créés dans le cadre d'un scénario d'exploitation des énergies renouvelables (CAT, 2022).

Il est peu probable qu'un changement de gouvernement entraîne des modifications importantes de la politique climatique. Dans son Programme Présidentiel de 2019, le principal opposant de Sall, Ousmane Sonko, s'est dit favorable à l'amélioration de la résilience climatique et à la réduction des émissions de GES par la promotion des énergies renouvelables et d'autres mesures, mais il continuerait également à exploiter le gaz fossile et à promouvoir son utilisation au niveau national (Sonko, 2019).

Les partis à vocation environnementale sont en déclin depuis quelques années et ont généralement une influence limitée sur l'élaboration des politiques, à quelques exceptions près (Kande, 2021; Olivier, 2015). En 2012, l'un des fondateurs du Rassemblement des Écologistes du Sénégal (RES), M. Haïdar El Ali, a été nommé Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, mais son mandat a été bref (avril 2012 - septembre 2013) car sa vision de la protection de l'environnement n'a pas été soutenue par le gouvernement (Michel, 2015; RFI, 2012). Jusqu'à récemment, il était le Directeur Général de l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille Verte (ASRGMV) (Présidence du Sénégal, 2022a).

La corruption peut compromettre la confiance du public dans la capacité du gouvernement à tenir ses promesses. Alors que le Sénégal a fait des progrès pendant le premier mandat du Président, les efforts de lutte contre la corruption ont été ralentis, voire inversés, ces dernières années (TI, 2021b). En 2021, le score du pays sur l'Indice de Perception de la Corruption a baissé pour la première fois en cinq ans (TI, 2021a). De même, la perception publique de l'ampleur de la corruption au sein du gouvernement est faible, les trois quarts de la population affirmant que la corruption s'est aggravée au cours des dernières années (Abdoulaye & Diallo, 2021; SYNCHRONIX, 2016).

Si le Sénégal est bien classé et s'est généralement amélioré dans l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique au cours de la dernière décennie, cet indice n'a pas été mis à jour depuis le rapport de 2019 (MIF, 2020). L'Institut National de Gouvernance des Ressources classe la gouvernance du secteur pétrolier et gazier à un rang élevé de corruption, mais prévient qu'une partie de la bonne performance est due à l'inapplicabilité de certains indicateurs en raison du fait que le secteur est encore à ses débuts d'exploitation (NRGI, 2021). Il existe également des allégations de corruption et de pots-de-vin concernant certaines des transactions pétrolières et gazières du Sénégal, dont certaines impliquent le Président (TI, 2021c). La corruption dans le secteur forestier est également préoccupante (OFNAC, 2017; Olivier, 2015).

2.2. Cadre institutionnel



Le Comité National sur le Changement Climatique (COMNACC) coordonne l'action climatique au Sénégal. Alors que le COMNACC semble assurer une large coordination entre les acteurs concernés par les actions climatiques au niveau national, il est discutable d'évaluer dans quelle mesure il assure une coordination interministérielle ciblée entre les ministères sectoriels, étant donné que le Comité est ouvert à une large participation de parties prenantes. Le Sénégal ne dispose pas d'une entité interministérielle dédiée à l'action climatique liée à la transition.

En raison du manque de coordination efficace de l'action climatique, la nécessité d'une transition vers une société à zéro émission n'a pas été intégrée dans les politiques sectorielles. Bien que l'on puisse trouver des références à la CDN du Sénégal ou à d'autres mesures d'atténuation dans certaines politiques sectorielles, il y a un manque de stratégies englobant toutes les questions liées à la transition dans un secteur donné. Les actions sont fragmentées entre et au sein des ministères.

Le Sénégal ne dispose pas d'un organisme faisant autorité et doté d'un mandat explicite et clair pour fournir des conseils au gouvernement en matière de climat ou de transition énergétique, bien que certaines agences fournissent des appui-conseil au gouvernement sur des questions liées à l'atténuation et puissent être capables de jouer un tel rôle.

Le Sénégal a un bon niveau de préparation au financement climatique dans certains domaines, comme la mobilisation du financement climatique international. Cependant, d'autres domaines, comme l'intégration des considérations climatiques dans ses processus budgétaires nationaux, nécessitent d'importantes améliorations. Plus largement, les contraintes de ressources constituent un problème et limitent la capacité d'action des acteurs institutionnels clés.

Une coordination efficace entre les ministères et les agences gouvernementales, ainsi qu'avec les gouvernements infranationaux, affecte la capacité des acteurs à aligner les objectifs généraux de la politique climatique de manière efficace et cohérente.

Le Comité National sur le Changement Climatique (COMNACC) coordonne l'action climatique du Sénégal. Le COMNACC réunit des représentants des cabinets du Président et du Premier ministre, du Sénat, de l'Assemblée nationale, des ministères techniques concernés, des institutions techniques et de la société civile (Republic of Senegal, 2011a). Il a pour mission de coordonner, consulter, former, sensibiliser, gérer et suivre les actions dans les différents domaines liés aux changements climatiques. Il s'efforce également d'assurer la cohérence entre les programmes et les projets. Il dispose d'un certain nombre de groupes de travail, dont l'un est axé sur l'atténuation. Le Président et le vice-Président du comité ont un mandat de deux ans. Le Président actuel est issu d'ENDA Energie, l'une des principales organisations de la société civile au Sénégal qui était auparavant le coordinateur du groupe sur l'atténuation.

Le Comité est très actif, mais il est confronté à des contraintes qui peuvent limiter son efficacité. Le Comité et ses groupes de travail se réunissent tous les trimestres pour discuter des interventions visant à atteindre les objectifs de réduction des émissions de GES au Sénégal. Il publie tous les trois ans des rapports d'activité détaillés décrivant les activités de chaque groupe de travail (COMNACC, 2016, 2020).

Pourtant, le Comité est limité par le fait qu'il ne dispose pas de bureaux permanents ni d'un budget stable (COMNACC, 2020). Le travail du Comité est également axé sur la coordination, l'examen et le soutien d'activités basées sur des projets, plutôt que sur l'élaboration de politiques de manière plus générale. Compte tenu de la structure du Comité, avec une très large participation de parties prenantes comprenant aussi bien les acteurs publics que privés, y compris celles qui occupent des postes clés de direction, la mesure dans laquelle le Comité assure une coordination interministérielle focalisée de l'action gouvernementale est sujette à caution. Par conséquent, l'on pourrait conclure que le Sénégal ne dispose pas d'une entité interministérielle dédiée à la coordination ciblée des actions liées à la transition au sein du gouvernement.

La coordination avec le niveau infranational est limitée. Le COMNACC opère au niveau infranational par le biais de 14 Comités Régionaux sur le Changement Climatique (COMRECC). Le niveau d'engagement de ces comités régionaux est mitigé (COMNACC, 2020). Certains, comme celui de la capitale Dakar, sont très actifs, tandis que d'autres ne sont pas encore opérationnels (Le Quotidien, 2021). Au moment de la rédaction de ce rapport (juillet 2022), les sites web de chacun des comités régionaux ne fonctionnaient pas (COMNACC, n.d.). Le COMNACC a toujours souligné que le manque d'engagement des comités régionaux dans les affaires nationales était l'une de ses contraintes (COMNACC, 2016, 2020). Bien que la coordination puisse faire défaut, certains analystes ont noté un plus grand engagement au niveau infranational, en raison d'une sensibilisation accrue aux impacts climatiques et à la nécessité de réduire les émissions (Waisman et al., 2021).

Le cadre politique global du Sénégal est défini dans son Plan Sénégal Émergent (PSE) qui oriente son programme de développement. Ce plan repose sur trois piliers stratégiques : la transformation économique, la promotion du capital humain et le renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit. Le PSE est mis en œuvre par le biais de plans d'action prioritaires (PAP) quinquennaux. Les ministères sectoriels développent également des plans quinquennaux, mais la période de mise en œuvre ne correspond pas toujours à celle des PAP (MAER, 2018a; MEDD, 2015b; MEP, 2019)

Dans l'ensemble, il existe une cohérence politique entre le PSE, en tant que stratégie globale de développement, et les PAP et autres plans sectoriels ; cependant, l'accent est peu mis sur l'atténuation des GES, et encore moins sur la nécessité d'une transition vers une société à zéro émission. Le PAP 2019-2023 met clairement l'accent sur l'adaptation au changement climatique, qui est l'un de ses objectifs clés, en plus de l'objectif de développement du secteur pétrolier et gazier, bien qu'il prévoit un objectif de limiter les émissions de GES à l'horizon 2023 et une référence à la mise en œuvre de la CDN du pays (Republic of Senegal, 2018b).

La nécessité d'une transition vers une société à zéro émission n'a pas été intégrée dans les politiques sectorielles. Les actions sont fragmentées entre les ministères et au sein de ceux-ci, et il n'existe pas de politiques sectorielles englobant toutes les questions liées à la transition dans un secteur donné. Lorsqu'il est fait référence à l'action liée à la transition, celle-ci se limite souvent à la nécessité générale de mettre en œuvre la CDN ou de limiter les émissions de GES (MAER, 2018b; MEP, 2019). Le cadre opérationnel se caractérise également par la création de comités *ad hoc* chargés de mettre en œuvre des projets et des programmes individuels, ce qui limite encore davantage l'intégration des priorités de la transition vers la neutralité carbone dans les stratégies politiques au niveau national.

Un autre critère important est l'existence et l'utilisation d'un **infrastructure de connaissances capable de soutenir la planification stratégique et l'élaboration des politiques**, car cela facilite l'élaboration et l'application des analyses de décarbonisation dans le cadre de l'élaboration des politiques climatiques.

Le Sénégal ne dispose pas d'un organisme faisant autorité et doté d'un mandat explicite et clair pour fournir au gouvernement des conseils relatifs à la transition, bien que certaines agences apportent des appui-conseil au gouvernement sur des questions liées à l'atténuation et puissent être capables de jouer un tel rôle.

Le bureau exécutif du COMNACC cherche à fournir des conseils aux décideurs ; cependant, le Comité n'a pas les moyens de commander ses propres recherches et est donc limité dans cette fonction (COMNACC, 2020).

Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) est un organe d'experts qui conseille les pouvoirs exécutif et législatif sur les aspects économiques, sociaux et environnementaux des lois et des politiques. La dimension environnementale a été ajoutée aux travaux du Conseil dans le cadre de la réforme constitutionnelle de 2012 (CESE, n.d.-b). Le Conseil est divisé en dix (10) commissions. Les questions relatives au changement climatique sont du ressort de la Commission du Cadre de Vie, de l'Environnement et du Développement Durable (CESE, n.d.-a). Le Conseil publie régulièrement des analyses et des recommandations sur des thèmes spécifiques, dont certains sont liés à l'atténuation du changement climatique, et couvre les développements liés au climat dans son rapport annuel (CESE, 2016, 2021).

En général, le gouvernement du Sénégal s'appuie sur des instituts de recherche appliquée établis au niveau national pour obtenir des conseils scientifiques et techniques dans le cadre des processus d'élaboration des politiques. Le Centre de Suivi Écologique (CSE), créé en 1986, fournit un soutien scientifique et technique au gouvernement sur les questions liées au climat (CSE, n.d.-c). Il dispose d'un Bureau Climat chargé de fournir des conseils et un soutien aux décideurs (CSE, n.d.-a). Bien que les compétences du Bureau Climat couvrent à la fois l'adaptation et l'atténuation, la majorité de son travail se concentre sur l'adaptation. Le site web du Bureau Climat n'a pas été mis à jour récemment,

ce qui rend difficile l'évaluation de ses dernières activités. Cependant, la page Facebook du CSE montre clairement que le Bureau Climat est toujours actif (CSE, n.d.-b).

Les contraintes en matière de capital et de ressources sont des obstacles importants à une gouvernance climatique efficace et constituent un frein pour les pays en développement dans le passé (Bhave, Conway, Dessai, & Stainforth, 2016). Des **ressources et des capacités adéquates** doivent être mises à la disposition des acteurs en charge de la mise en œuvre des politiques climatiques et utilisées efficacement par eux, dans les processus climatiques.

Le Sénégal a fait des progrès dans certains domaines de la préparation au financement climatique, tandis que des améliorations demeurent nécessaires dans certains d'autres. Le Sénégal dispose de deux (02) entités nationales (Centre de Suivi Écologique et La Banque Agricole) accréditées auprès du Fonds Vert pour le Climat (FVC) et est impliqué dans douze (12) projets approuvés par le FVC pour un budget total de 160 millions USD (GCF, 2022c, 2022b, 2022a). Des travaux sont en cours pour accréditer d'autres entités, notamment le Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) et le Fonds pour les Investissements Stratégiques (FONSIS). Des projets pilotes sont également en cours d'élaboration afin d'accroître l'accès des collectivités locales au financement climatique (AfDB, 2021; BIG, 2022). Un meilleur accès au financement climatique devrait aider le Sénégal à mettre en œuvre ses objectifs climatiques et à atteindre son objectif conditionnel de CDN.

Le Sénégal a une certaine expérience des mécanismes de marché carbone et de la tarification du carbone. Il a participé aux efforts visant à rationaliser le processus d'attribution de crédits carbone dans le cadre de l'Accord de Paris (The World Bank, 2019) et a accepté de vendre des crédits carbone à la Suisse (BIG, 2021b; Confédération Suisse, 2021). Il compte également le plus grand nombre de projets liés au Mécanisme de Développement Propre (MDP) en Afrique de l'Ouest, un mécanisme de marché prévu par le Protocole de Kyoto (Michaelowa et al., 2019).

Le Sénégal n'a pas progressé dans le domaine de l'intégration des considérations climatiques dans ses processus budgétaires nationaux (CABRI, 2021). Par exemple, le Sénégal n'a pas entrepris d'examen des dépenses publiques et des institutions liées au climat. Il n'a pas mis en œuvre le mécanisme de marquage du budget lié au climat, ni émis d'obligations vertes, bien que cela ne soit pas rare sur le continent. Cependant, des travaux ont été réalisés pour explorer les options de tarification du carbone pour le pays (Michaelowa et al., 2019).

Les contraintes de ressources sont également un problème pour son agence principale en charge des questions climatiques, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD). Au cours des dix dernières années, le budget consacré à la gestion des questions environnementales, y compris le changement climatique, a été considérablement réduit, passant de 57,6 millions USD (31,25 milliards CFA) en 2011 à 47,2 millions USD (25,6 milliards CFA) en 2021, soit une diminution de près de 20% (MEDD, 2015b; Republic of Senegal, 2010c, 2020c). Dans la même période, le budget national a augmenté, passant de 4,3 milliards USD (soit plus de 2,3 mille milliards CFA) en 2012 à 8,4 milliards USD (soit plus de 4,6 mille milliards CFA) en 2021² (Republic of Senegal, 2011b, 2020c). Les fluctuations budgétaires constantes constituent un obstacle à la bonne mise en œuvre des actions liées à la transition vers la neutralité carbone.

Les ressources humaines et techniques sont également insuffisantes. En 2015, le MEDD comptait environ 1600 agents publics, tous départements confondus, un nombre qui est inférieur aux besoins en ressources humaines au sein du Ministère (MEDD, 2015b). Des efforts ont été faits depuis lors pour augmenter les effectifs, notamment dans le domaine de la protection des forêts, mais des insuffisances subsistent (MEDD, 2015b, 2015a; Yanga, 2015). Un certain nombre d'efforts ont également été déployés pour renforcer l'expertise technique du personnel existant dans divers domaines, notamment la planification énergétique (IRENA and ECREEE, 2015).

² Le taux de conversion utilisé date de Mars 2021, date du premier draft du Rapport. Voir: <https://www.oanda.com/currency-converter/fr/?from=USD&to=XOF&amount=8400000000>

2.3. Processus d'élaboration, de mise en œuvre et de révision des politiques

Processus politiques		
Voie d'émissions compatible avec Paris	Cadre de transparence	Mécanisme d'augmentation

Le Sénégal ne dispose pas d'une législation complète sur le changement climatique, bien qu'il dispose de certaines législations sectorielles pertinentes sur le climat. Le pays n'a pas adopté d'objectif visant la neutralité carbone et certains de ses plans actuels, comme le passage au gaz fossile dans son secteur de l'électricité, sont incompatibles avec la voie de limitation de la température de la planète à 1,5°C. Le gouvernement a commencé à préparer sa stratégie de développement à long terme à faible intensité de carbone en mars 2022. Il est possible d'espérer que ce plan à long terme aidera le pays à mieux aligner ses efforts d'atténuation à court terme sur une voie de décarbonisation.

Le gouvernement du Sénégal est en train de développer un cadre de transparence. Un projet de l'Initiative pour la Transparence de l'Action Climatique (ICAT) a conduit à la proposition d'un système national MRV et à la préparation d'une feuille de route pour sa mise en œuvre. Le pays ne dispose pas d'un mécanisme formel d'examen ou d'augmentation pour évaluer et renforcer l'action climatique. Cependant, il dispose de certaines fonctions de suivi et d'évaluation dans le cadre de son processus de planification plus large, à la fois au sein du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au sein du gouvernement en général.

Une **voie de décarbonisation définie et compatible avec l'Accord de Paris** est un élément important pour faciliter la planification à long terme et l'alignement sur les objectifs généraux de l'Accord de Paris.

Le Sénégal en est aux premières étapes de l'élaboration d'une voie de décarbonisation et beaucoup de travail reste à faire. En 2019, le Sénégal a rejoint l'Alliance de l'Ambition Climatique (Climate Ambition Alliance), une initiative du Chili, pays hôte de la COP25 (Climate Ambition Alliance, 2019). Les membres de l'Alliance ont convenu d'œuvrer en faveur de la neutralité carbone d'ici 2050. Cependant, l'analyse n'a pu trouver de preuves de discussions ou d'actions en faveur de cet objectif depuis cette date et ne considère pas, par conséquent, que le Sénégal a défini un objectif de zéro émission de carbone à long terme. Il convient toutefois de noter que le Sénégal a respecté son autre engagement dans le cadre de cette Alliance : soumettre une CDN plus solide à l'horizon 2020.

En mars 2022, le Sénégal a commencé à préparer sa stratégie de développement à faible émission de carbone. L'initiative est menée par ENDA Energie, l'une des principales ONG du pays et assumant actuellement la présidence du COMNACC et soutenue par les ministères en charge de l'environnement et du pétrole (Togbe, 2022).

Certaines des analyses sectorielles réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la CDN ont également évalué le potentiel d'atténuation des mesures incluses dans la CDN jusqu'en 2050 (Dieye, 2021). Cela dit, certaines des mesures d'atténuation prévues par la CDN du Sénégal ne sont pas compatibles avec la voie de limitation de la température de la planète à 1,5°C (Climate Analytics, 2021).

Par exemple, le Sénégal prévoit de remplacer le pétrole lourd utilisé dans ses centrales thermiques par du gaz fossile, alors qu'il doit décarboniser son secteur de l'électricité au plus tard en 2035 pour être compatible avec l'objectif de 1,5°C (Climate Analytics, 2021; Republic of Senegal, 2020a). L'élaboration d'un plan à long terme devrait aider le pays à mieux aligner ses efforts d'atténuation à court terme sur une voie de décarbonisation.

Le Sénégal ne dispose pas d'une législation à part entière sur le changement climatique, bien qu'il ait certaines législations sectorielles pertinentes sur le climat (Republic of Senegal, 2010b, 2010a, 2018a). Le pays a récemment révisé un certain nombre de textes législatifs dans le secteur de l'énergie (par exemple, ses codes du pétrole, du gaz et de l'électricité) (Republic of Senegal, 2019b, 2020d, 2021). Ces révisions visent principalement à soutenir l'expansion des secteurs du pétrole et du gaz et l'adoption de l'électricité produite à partir du gaz, bien que le code de l'électricité exige du Ministère de l'Énergie qu'il élabore un plan national de production d'énergie renouvelable.

La loi sénégalaise sur l'environnement (Code de l'Environnement), adoptée en 2001, ne traite pas explicitement des questions relatives aux émissions de GES ou des mesures d'atténuation, et encore moins des changements climatiques en général (Republic of Senegal, 2001). Le rapport de performance 2018 du Ministère de l'Environnement a recommandé d'actualiser la loi pour l'aligner sur les préoccupations liées au changement climatique, entre autres (MEDD, 2018a). Suite à cela, le gouvernement a révisé la loi et a adopté le projet de la nouvelle loi sur l'environnement le 29 juin 2022 (Presidency of Senegal, 2022a). Cependant, au moment de la rédaction de ce rapport, le document du projet de loi n'est pas disponible publiquement pour évaluer dans quelle mesure il inclut les questions liées à la transition vers la neutralité carbone.

Bien que le pays ait adopté une législation visant à promouvoir les énergies renouvelables en 2010, leur adoption rapide au cours de la dernière décennie a été limitée en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment le manque de coordination entre les institutions concernées et l'accès au financement (RADE, 2021).

Un **mécanisme de cadre de transparence renforcée** est nécessaire pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de réduction des émissions conformément à l'Accord de Paris, ainsi que pour assurer un contrôle des engagements climatiques du gouvernement.

Le Sénégal est en train d'élaborer son cadre de transparence (ICAT, 2021). Une proposition de système national MRV a été élaborée et une feuille de route pour sa mise en œuvre a été préparée (Diagne, 2021; Seck, 2021). Des études de cadrage des systèmes MRV pour les secteurs du transport et de l'énergie ont également été entreprises et d'autres sont prévues (ICAT, 2019; Ndiaye, 2019; Seck, 2021).

Des efforts de renforcement des capacités pour soutenir le développement d'un système MRV pour le secteur des déchets et améliorer les inventaires des émissions de GES dans le secteur de l'agriculture sont également en cours (DeSIRA, 2020; Kouazounde, 2020; SEI & ONG Page Verte, 2020). Dans un sens plus large, le COMNACC assume certaines fonctions de suivi et de rapport. Le Comité publie des rapports d'avancement tous les trois ans (COMNACC, 2016, 2020). Son site web contient une multitude d'informations sur les activités du Comité et sur les projets climatiques au Sénégal en général. Mais, il n'est pas toujours à jour. Le site web a eu un certain nombre d'hôtes et son financement est basé sur les projets (COMNACC, 2020).

Le Sénégal dispose effectivement de certaines fonctions de suivi et d'évaluation dans le cadre de son processus de planification plus large, tant au sein du MEDD qu'au sein du gouvernement de manière plus générale. En 2015, le Sénégal a mis en place le Cadre Harmonisé de Suivi-Évaluation des Politiques Publiques (CASE) (Republic of Senegal, 2015b). Son objectif principal est d'établir une meilleure coordination du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, ainsi que le partage et la diffusion des résultats du PSE.

Cependant, la mise en œuvre du CASE a rencontré des difficultés. Le PAP 2019-2023 comprend des mesures de réforme visant à assurer le bon fonctionnement du CASE. Au sein des ministères techniques, les Cellules de l'Évaluation de la Performance (CEP) assurent le mécanisme de suivi et d'évaluation. Cependant, les CEP ont des difficultés à remplir leurs rôles en raison de contraintes de ressources humaines, financières et matérielles.

Le MEDD suit ses dépenses par rapport aux résultats de performance ainsi qu'il évalue ses actions, interventions, projets et programmes prioritaires de l'année à venir dans le cadre de son évaluation annuelle de la performance. Les résultats de cette évaluation sont publiés dans son rapport annuel de performance (MEDD, 2017). Le bilan annuel permet d'évaluer le niveau de réalisation des programmes des différents ministères, d'identifier les contraintes et de dresser les perspectives, avec des recommandations d'amélioration pour la prochaine phase ou le prochain cycle (MEDD, 2018a). Le rapport annuel de performance 2021 du MEDD est achevé, mais n'était pas disponible en ligne au moment de la publication de ce Rapport d'évaluation (Ficou, 2022a).

Globalement, la pluralité et la fragmentation des cadres de suivi-évaluation empêchent une bonne appropriation et une articulation cohérente des priorités nationales des stratégies du gouvernement (Republic of Senegal, 2018b).

Le Sénégal n'a pas mis en place de **mécanisme d'augmentation** formalisé pour assurer un examen régulier et une mise à jour continue de sa CDN conformément aux dispositions de l'Accord de Paris. Cependant, le Sénégal a soumis sa CDN actualisée avant la fin de l'année 2020, étant l'un des un tiers de pays qui ont respecté ce délai initial. Il est réaliste de penser que le pays maintiendra ce cycle de révision de cinq ans de sa CDN.

2.4. Engagement des parties prenantes

Engagement des parties prenantes		
Niveau et portée	Transition juste	Intérêts et influence non étatiques exogènes
<p><i>La recherche d'une large adhésion aux politiques et projets liés à la transition du Sénégal est limitée. La consultation des parties prenantes a lieu régulièrement, mais son efficacité est sujette à caution. L'opinion publique n'est pas souvent prise en compte dans l'élaboration des politiques, et certains projets de combustibles fossiles, comme la centrale au charbon controversée de Sendou, sont mis en œuvre malgré une forte opposition de la population.</i></p> <p><i>Les plans d'expansion du gaz fossile au Sénégal sont incompatibles avec une transition juste et risquent de conduire à des investissements perdus et à des niveaux élevés de chômage. Le secteur pétrolier et gazier a probablement une influence importante sur le gouvernement, tandis que l'impact du secteur des énergies renouvelables, qui en est encore à ses débuts, est probablement limité. Le Sénégal travaille à l'élaboration d'une feuille de route pour une transition juste, dans le cadre de l'Initiative de Action climatique pour l'Emploi.</i></p> <p><i>Les données des sondages suggèrent que le public soutient dans une certaine mesure la réduction des émissions, mais que la connaissance générale sur les questions liées au climat est faible. Bien que le gouvernement travaille sur une stratégie visant à intégrer le changement climatique dans les curricula, cette stratégie est uniquement axée sur l'adaptation.</i></p>		

Le niveau et la portée de l'engagement du gouvernement avec les parties prenantes reflètent la mesure dans laquelle il est conscient des connaissances externes et des attentes des citoyens, ce qui, à son tour, affecte la capacité du gouvernement à prendre des décisions judicieuses.

La consultation des parties prenantes a lieu régulièrement au cours du processus d'élaboration des politiques (COMNACC, 2020; DEEC, 2020). Le Comité National sur le Changement Climatique est également, par sa nature même, un organe hautement consultatif avec une large représentation des acteurs des différents secteurs socio-professionnels. Toutefois, des questions se posent quant à l'efficacité de ces consultations. Par exemple, certains syndicats ont souligné que l'implication des syndicats dans le processus d'élaboration de la CDN ne s'est pas déroulée sans heurts (Dieng, 2020). Il y a également eu une forte résistance à certains projets de développement des combustibles fossiles, comme la centrale au charbon controversée de Sendou, mais aussi à des projets essentiels pour la transition (AfDB, 2021; Feiger and Vasudevan, 2021; Sagne et Cissé, 2019). Des efforts supplémentaires de la part du gouvernement peuvent contribuer à renforcer l'importance de la recherche d'une large adhésion des acteurs non étatiques aux politiques, projets et programmes liés à la transition.

L'éducation climatique axée sur l'atténuation est limitée au Sénégal. Le gouvernement travaille actuellement à l'élaboration d'une stratégie visant à intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires, mais cette stratégie est axée uniquement sur l'adaptation (Ficou, 2022b; MEDD, 2021). Des efforts sont en cours pour construire un centre interactif axé sur l'éducation au changement climatique : Centre pour l'Education à la Citoyenneté Internationale et au Développement Durable (Jean-Claude, 2021; Organisation de Solidarité Internationale, 2020). Certains projets individuels liés à l'éducation au changement climatique sont mis en œuvre au Sénégal (Departmental Council of Gossas, n.d.; SENEAD, 2020). Historiquement, le gouvernement s'est concentré sur l'éducation environnementale de manière plus générale (MEDD, 2018b) et bien que la qualité et l'accès à l'enseignement supérieur en général aient été améliorés, le secteur est toujours confronté à un certain nombre de défis (Dimé, 2018).

Il est important que la transition vers la neutralité carbone soit planifiée et mise en œuvre comme une **transition juste**, permettant des avantages plus larges pour la population dans son ensemble et garantissant que personne ne soit laissée pour compte.

Lors de la COP26, le Sénégal a signé la Déclaration mondiale sur la transition du charbon vers l'énergie propre, s'engageant ainsi à assurer une transition juste vers l'abandon de l'utilisation du charbon (UN Climate Change Conference, 2021). Il travaille également à l'élaboration d'une feuille de route pour une transition juste, dans le cadre de l'Initiative de l'Action Climatique pour l'Emploi (ILO, 2022). Plus

généralement, le pays travaille sur des politiques et des plans liés à l'économie et aux emplois verts depuis près de dix ans (CESE, 2016; ILO, 2015, 2018; MEDD, 2015c; PAGE, 2021; Republic of Senegal, 2019a). Sa Stratégie Nationale 2015-2020 pour la Promotion des Emplois Verts a créé 2 000 emplois verts et a remporté le Prix International pour les Politiques d'Avenir, connu sous le nom d'« Oscar des Meilleures Politiques » (ILO, 2019).

En dépit de ces développements positifs, les plans d'expansion du gaz fossile au Sénégal sont incompatibles avec une transition juste et risquent de créer des actifs perdus et des niveaux élevés de chômage. La création d'emplois est une question clé pour le gouvernement car près d'un quart de la population est sans emploi (ANSD, 2022). Cependant, le gaz fossile n'est pas la solution. Une analyse du Climate Action Tracker (CAT) a montré que si le Sénégal ne poursuit pas l'exploitation du gaz fossile et augmente la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique conformément à la voie 1,5°C, il pourrait créer, en moyenne, 6 700 année-emploi par MWh par an au cours de la prochaine décennie, contre 1 500 année-emploi dans le cadre de ses plans actuels (CAT, 2022). Si le pays est en mesure de décarboniser ses secteurs d'utilisation finale grâce à des taux d'électrification beaucoup plus élevés, ce changement pourrait générer jusqu'à 1,4 million d'années d'emploi.

Les intérêts et l'influence des acteurs non étatiques ont également la capacité de façonner les politiques gouvernementales, que ce soit pour accélérer ou entraver la vitesse de la transition vers une société à zéro émission. Cette influence peut provenir de groupes directement touchés par la transition, de manière positive ou négative, ou du grand public. Une considération importante est de savoir dans quelle mesure ces parties prenantes peuvent accéder et utiliser des analyses spécifiques au pays pour influencer l'agenda politique.

Les données des sondages suggèrent qu'il existe un certain soutien public pour la réduction des émissions de GES au Sénégal, mais la culture climatique globale est faible (Stokes et al., 2015; UCESA, 2021). Les trois quarts de la population soutiennent les politiques de réduction des émissions de GES et plus de la moitié pensent qu'il s'agit d'un problème grave (Stokes et al., 2015). Seule la moitié des Sénégalais pense que le gouvernement fait assez d'efforts, en matière d'actions climatiques (UCESA, 2021). Cependant lorsqu'on leur pose la question, les gens répondent systématiquement que le chômage, la santé et l'éducation sont les principaux problèmes auxquels le pays est confronté (Diallo et Diallo, 2021). Le changement climatique ne figure donc pas dans le top 10 des préoccupations des citoyens, alors que l'électricité y figure.

Seul un quart environ de la population est considéré comme "instruit sur le climat" — où les gens sont conscients du changement climatique, de ses causes anthropiques et de ses conséquences négatives. Ce pourcentage est légèrement inférieur à la moyenne des 34 pays africains interrogés par Afrobaromètre, bien que la sensibilisation générale à cette question soit en hausse (Afrobarometer, 2021; Selormey et al., 2019).

Les premières manifestations visant à sensibiliser et à exiger des mesures pour lutter contre les changements climatiques ont eu lieu en 2015 (Werntz, 2015). Des marches et des protestations en faveur de l'action climatique ont continué à avoir lieu, bien qu'il s'avère difficile de mesurer l'intérêt du grand public pour ces événements (Africa News, 2022; Peyton, 2019).

Le Sénégal dispose d'une société civile active (ENDA ENERGIE, n.d.). Par exemple, un certain nombre d'organisations non gouvernementales, d'organisations d'agriculteurs, d'instituts de recherche, de plateformes multipartites, d'associations de consommateurs et d'élus locaux, ont organisé une coalition pour plaider en faveur de pratiques agricoles plus durables (agroécologie) afin de tirer parti de l'intérêt politique du Président dans ce domaine (DyTAES, 2020a, 2020b; Head of State, 2019). La coalition Dynamique pour la Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES) se concentre principalement sur les mesures d'adaptation, bien que certains groupes travaillent également sur des activités liées à l'atténuation. Un certain nombre de groupes se sont employés à repousser l'utilisation des crédits carbone comme solution à l'atteinte des objectifs de décarbonisation par le pays (CGLTE OA, n.d.). Comme indiqué ci-dessus, il y a également eu une forte résistance à certains développements de combustibles fossiles (AfDB, 2021; Feiger and Vasudevan, 2021).

Nombre de ces organisations sont néanmoins limitées par un manque de capacités, allant du manque de compétences techniques nécessaires pour s'engager dans des discussions politiques à des contraintes organisationnelles générales (European Union, 2021). La base de connaissances pour soutenir le plaidoyer des parties prenantes est limitée : il existe quelques analyses spécifiques au Sénégal, mais la plupart ne sont pas orientées vers la transition vers la neutralité carbone (Climate Analytics, 2021; FAO and Centre de Recherche sur les gaz à effet de Serre agricoles de la Nouvelle-Zélande, 2019; GGGI, 2021; IEA, 2021; IRD, 2021; Netherlands Enterprise Agency, 2022; UNIDO, 2017). La situation pourrait s'améliorer dans un avenir proche, car, plus tôt cette année, ENDA Energie a commencé à développer des analyses axées sur la voie de décarbonisation du Sénégal (Togbe, 2022).

Bien que le secteur des énergies renouvelables du Sénégal soit en pleine croissance, il n'en est encore qu'à ses débuts et son impact potentiel sur le gouvernement est probablement limité. Par exemple, le Conseil Patronal des Énergies Renouvelables du Sénégal (COPERES) a été créé en 2015 (COPERES, n.d.). Le Conseil a travaillé activement avec certaines agences gouvernementales sur diverses initiatives, mais cela reste faible par rapport à l'accès du secteur pétrolier et gazier (AFRIMAG, 2021; COPERES, 2020a). Le gouvernement a publié un décret en 2020 pour exonérer les équipements d'énergie renouvelable de certaines taxes, soutenant ainsi l'industrie, un geste que le COPERES a applaudi (COPERES, 2020b; IISD, 2020).

Le secteur pétrolier et gazier exerce vraisemblablement une influence importante sur le gouvernement (Netherlands Enterprise Agency, 2017). Les représentants d'industries pétrolières et gazières ont régulièrement des réunions de haut niveau avec des responsables du gouvernement (Presidency of Senegal, 2022c, 2022b). Il existe des allégations de corruption et de pots-de-vin dans le cadre de certains contrats pétroliers et gaziers au Sénégal (TI, 2021c).

Auteurs



Climate Analytics

Koffi A. Koumassi
Kouassigan Tovivo
Komna Djabare
Claire Stockwell
Deborah Ramalope
Bill Hare



New Climate Institute

Silke Moodijk
Lukas Kahlen
Niklas Höhne

Edition et conception

Cindy Baxter
Carly Merrett

La série sur la gouvernance climatique est rendue possible grâce au soutien généreux de la Fondation ClimateWorks.



Le Climate Action Tracker (CAT) est une analyse scientifique indépendante produite par deux organismes de recherche qui suivent l'action climatique depuis 2009. Nous suivons les progrès accomplis vers l'objectif convenu au niveau mondial de maintenir le réchauffement bien en dessous de 2°C et de poursuivre les efforts pour limiter le réchauffement à 1,5°C.

climateactiontracker.org

Le Consortium



NewClimate Institute est un institut à but non lucratif créé en 2014. NewClimate Institute soutient la recherche et la mise en œuvre d'actions contre le changement climatique dans le monde entier, en couvrant les sujets suivants : négociations climatiques internationales, suivi des actions climatiques, climat et développement, financement du climat et mécanismes du marché du carbone. NewClimate Institute a pour objectif de connecter la recherche actualisée avec les processus de prise de décision du monde réel.

newclimate.org



Climate Analytics est un institut à but non lucratif qui mène des recherches sur la science et la politique climatiques en relation avec la limite de 1,5°C de l'Accord de Paris. Il dispose de bureaux en Allemagne, aux États-Unis, au Togo, en Australie, au Népal et à Trinité-et-Tobago.

climateanalytics.org

Références

- Abdoulaye, M., & Diallo, S. (2021). *Les Sénégalais déplorent la hausse du niveau de corruption mais craignent des représailles en cas de dénonciation*. Retrieved from https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/migrated/files/publications/Dispatches/ad462-senegalais_deplorent_une_hausse_de_la_corruption-afrobarometer-10juillet218.pdf
- AfDB. (2021). *THE STATUS OF IMPLEMENTATION OF THE UPDATED MANAGEMENT ACTION PLAN FOR THE 125 MW SENDOU COAL-FIRED POWER PROJECT IN SENEGAL*. Retrieved from blob:<https://www.afdb.org/f04a5a1f-a423-46df-8220-10b1484da1c7>
- Africa News. (2022). Women protest in Dakar to highlight climate change. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.africanews.com/2021/10/24/women-protest-in-dakar-to-highlight-climate-change/>
- Africanews. (2022). Senegal ruling coalition suffers setbacks in key cities. Retrieved July 11, 2022, from <https://www.africanews.com/2022/01/25/senegal-ruling-coalition-suffers-setbacks-in-key-cities/>
- AFRIMAG. (2021). Sénégal: vers la consolidation des investissements dans le secteur de l'énergie. Retrieved July 13, 2022, from <https://afrimag.net/senegal-vers-consolidation-investissements-dans-secteur/>
- Afrobarometer. (2021). *Bulletin ODD d'Afrobarometer*. Retrieved from https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/migrated/files/publications/SDG_scorecards/senegal-bulletin_odd-afrobarometer-francais-21mai21.pdf
- ANSD. (2020a). *Population du Sénégal*. Retrieved from https://investinsenegal.com/wp-content/uploads/2021/03/Rapport-sur-la-Population-du-Sngal-2020_03022021-1.pdf
- ANSD. (2020b). Situations Économiques et Sociales 2017-2018 du Sénégal. *Ansd*, 413. Retrieved from http://www.ansd.sn/ressources/ses/SES_2017-2018.pdf
- ANSD. (2022). *Enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal Deuxième trimestre 2021*. Retrieved from http://www.ansd.sn/ressources/publications/rapp_enes_T4_2021_V2.pdf
- Ba, D. (2022). Senegal's ruling party loses key cities in local elections. Retrieved July 11, 2022, from <https://www.reuters.com/world/africa/senegals-ruling-party-loses-key-cities-local-elections-2022-01-24/>
- Bhave, A. G., Conway, D., Dessai, S., & Stainforth, D. A. (2016). Barriers and opportunities for robust decision making approaches to support climate change adaptation in the developing world. *Climate Risk Management*, 14, 1–10. <https://doi.org/10.1016/j.crm.2016.09.004>
- BIG. (2021a). COP26 : LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT PLAIDE POUR LE FINANCEMENT CLIMATIQUE DES PAYS AFRICAINS. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.big.gouv.sn/index.php/2021/11/10/cop26-le-ministre-de-lenvironnement-plaide-pour-le-financement-climatique-des-pays-africains/>
- BIG. (2021b). LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : UN ACCORD DE PARTENARIAT ENTRE LE SENEGAL ET LA SUISSE. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.big.gouv.sn/index.php/2022/03/25/lancement-du-projet-de-financement-climatique-des-collectivites-territoriales/>
- BIG. (2022). LANCEMENT DU PROJET DE FINANCEMENT CLIMATIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.big.gouv.sn/index.php/2022/03/25/lancement-du-projet-de-financement-climatique-des-collectivites-territoriales/>
- CABRI. (2021). *Inclusive Budgeting and Financing for Climate Change in Africa: The integration of climate change into budgeting and finance*. Retrieved from <https://www.cabri-sbo.org/uploads/files/Documents/Keynote-paper-The-integration-of-climate-change-into-budgeting-and-finance-EN.pdf>
- CAT. (2022). *Natural gas in Africa: Why fossil fuels cannot sustainably meet the continent's growing energy demand*. Retrieved from https://climateactiontracker.org/documents/1048/CAT_2022-05_Report_NaturalGasinAfrica.pdf
- CESE. (n.d.-a). Les Commissio du Conseil Économique, Social et Environnemental. Retrieved July 13, 2022, from <https://cesesenegal.sn/elements/les-commissions/>
- CESE. (n.d.-b). Présentation du Conseil Économique, Social et Économique (CESE). Retrieved July 13, 2021, from <https://cesesenegal.sn/pages/presentation-et-historique/>
- CESE. (2016). *Rapport d'activité 2016*. Retrieved from unpage.org/files/public/senegal_national_strategic_guidance.pdf
- CESE. (2021). *RAPPORT GENERAL DES TRAVAUX DE L'ANNEE 2020* (Vol. no.210). <https://doi.org/10.1007/bf01103858>
- CGLTE OA. (n.d.). NOTE DE POSITION SUR LA COMPENSATION ET/OU MARCHES CARBONES. Retrieved from <https://www.endapronat.org/wp-content/uploads/2021/10/Note-de-position-de-la-CGLTE-AO-sur-la-compensation-carbone-CGLTEOA.pdf>
- Climate Ambition Alliance. (2019). Annex list. Retrieved from <https://cop25.mma.gob.cl/wp-content/uploads/2020/02/Annex-Alliance-ENGLISH.pdf>
- Climate Analytics. (2021). What is Senegal's pathway to limit global warming to 1.5°C? Retrieved July 12, 2022, from <http://1p5ndc-pathways.climateanalytics.org/countries/senegal/>
- COMNACC. (n.d.). Présentation COMRECC. Retrieved July 13, 2022, from <https://comnacc.sn/comrecc-senegal/>
- COMNACC. (2016). *Rapport d'Activities du Bureau Excutif du Comité National sur les Changements Climatiques (COMNACC) : 2013-2015*. Retrieved from https://comnacc.sn/les-rapports/?cp_les-rapports=4#
- COMNACC. (2020). *Rapport d'Activities du Bureau Excutif du Comité National sur les Changements Climatiques (COMNACC) : 2016-2019*. Retrieved from http://comnacc.org/les-rapports/?cp_les-rapports=3#
- Confédération Suisse. (2021). Protection du climat : feu vert pour les accords avec le Sénégal et le Vanuatu. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-84104.html>
- COPERES. (n.d.). Un secteur privé local fort et innovant, pour le rayonnement des EnR au Sénégal. Retrieved July 13, 2022, from <https://coperes.sn/>
- COPERES. (2020a). Signing of the Coperes-AEME agreement. Retrieved July 13, 2022, from <https://coperes.sn/en/news/signing-of-the-coperes-aeme-agreement/>

- COPERES. (2020b). The list of VAT-exempt renewable energy equipment made public. Retrieved July 13, 2022, from <https://coperes.sn/en/news/the-list-of-vat-exempt-renewable-energy-equipment-made-public/>
- CSE. (n.d.-a). Bureau de référence sur les changements climatiques et les stratégies d'adaptation et d'atténuation. Retrieved July 13, 2022, from <http://bclimat.cse.sn/>
- CSE. (n.d.-b). Facebook Page of Centre de Suivi Écologique. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.facebook.com/Csesenegal>
- CSE. (n.d.-c). Présentation du Centre de Suivi Écologique (CSE). Retrieved July 13, 2022, from <https://www.cse.sn/>
- Dakar BRT. (2020). Le Programme Bus Rapid Transit en résumé. Retrieved from <http://www.brtdakar.sn/Mieux-comprendre-le-projet-BRT>
- Davis et al. (2021). *Managing Senegal's Oil and Gas Revenues*. Retrieved from https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/managing_senegals_oil_and_gas_revenues.pdf
- DEEC. (2020). Lutte contre les changements climatiques : Validation des études techniques de la contribution déterminée au niveau national (CDN). Retrieved from <http://www.denv.gouv.sn/index.php/81-deec/actualites/242-lutte-contre-les-changements-climatiques-validation-des-etudes-techniques-de-la-contribution-determinee-au-niveau-national-cdn>
- Departmental Council of Gossas. (n.d.). Gossas Green School Project. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.climate-chance.org/en/best-practices/gossas-green-school-project/>
- DeSIRA. (2020). *Carbon Sequestration and greenhouse gas emissions in (agro) Sylvopastoral Ecosystems in the Sahelian CILSS States*. Retrieved from <https://europa.eu/capacity4dev/file/105745/download?token=2frF0yxk>
- Diagne, E. H. M. (2021). *RAPPORT GENERAL DE L'ETUDE SUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE MESURE, NOTIFICATION ET DE VERIFICATION (MNV) DE LA CONTRIBUTION DETERMINEE AU NIVEAU NATIONAL (CDN) DU SENEGAL*. Retrieved from <https://climateactiontransparency.org/wp-content/uploads/2021/09/D1-Rapport-general-de-etude-sur-la-mise-en-place-dun-systeme-de-mesure-notification-et-de-verification-MNV-de-la-contribution-determinee-au-niveau-national-CDN-du-Senegal.pdf>
- Diallo et Diallo. (2021). *Malgré une baisse du chômage les Sénégalais réclament plus d'efforts du gouvernement en matière de création d'emplois*. Retrieved from https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/migrated/files/publications/Dispatches/ad499-senegalais_reclament_plus_defforts_du_gouvernement_en_matiere_de_creation_demplois-depeche_afrobarometer-17dec21.pdf
- Dieng, M. (2020). Les syndicats s'organisent pour accompagner les efforts du Sénégal vers la transition énergétique. *Equal Time*, 31–35.
- Dieye, P. M. (2021). *ETUDE DE FAISABILITÉ POUR LA MISE EN PLACE D'UNE UNITÉ DE COMPOSTAGE À ENSA*. Retrieved from <https://cdn.sei.org/wp-content/uploads/2021/03/etude-de-faisabilite-pour-la-mise-en-place-dune-unite-de-compostage-a-ensa-1-compressed.pdf>
- Dimé, M. (2018). *Research and PhD Capacities in Sub-Saharan Africa: Senegal Report*. *International Higher Education*. Retrieved from https://www2.daad.de/medien/der-daad/analysen-studien/research_and_phd_capacities_in_sub-saharan_africa_-_ghana_report.pdf
- Dione and Ba. (2022). Senegal's ruling party says holds majority after legislative vote. Retrieved August 2, 2022, from <https://www.reuters.com/world/africa/senegal-votes-legislators-amid-rising-political-acrimony-2022-07-31/>
- DyTAES. (2020a). *Contribution aux politiques nationales pour une transition agroécologique au Sénégal*. Retrieved from https://www.ipar.sn/IMG/pdf/contribution_aux_politiques_nationales_pour_une_tae_au_senegal_dytaes_a_vril_2020.pdf.pdf
- DyTAES. (2020b). TDR de la 3eme édition des Journées de l'Agroécologie. Retrieved from http://www.pfongue.org/IMG/pdf/tdr_journees_de_la_groecologie_301019.pdf
- ENDA ENERGIE. (n.d.). Enda Energie. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.endaenergie.org/fr>
- Energy Capital & Power. (2021a). Senegal aims for universal electricity access by 2025. Retrieved July 11, 2022, from <https://furtherafrica.com/2021/04/09/senegal-aims-for-universal-electricity-access-by-2025/>
- Energy Capital & Power. (2021b). Senegal Calls for a Just and Equitable Energy Transition Based on Natural Gas. Retrieved July 12, 2022, from <https://energycapitalpower.com/senegal-calls-for-a-just-and-equitable-energy-transition-based-on-natural-gas/>
- European Union. (2021). Document de Stratégie Conjointe EU - Sénégal 2018-2023 (révisé pour 2021-2023). Retrieved from https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/mip-2021-c2021-9362-senegal-annex_fr.pdf
- FAO and Centre de Recherche sur les gaz à effet de Serre agricoles de la Nouvelle-Zélande. (2019). *SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT À BASSES ÉMISSIONS DES SECTEURS PASTORAUX ET AGROPASTORAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST : Bénin, Burkina-Faso, Mali, Niger and Sénégal*. Retrieved from <https://www.ccacoalition.org/zhans/file/7917/download?token=3luNaRbk>
- Feiger and Vasudevan. (2021). This Tiny Fishing Town Was Poisoned By a coal plant. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.vice.com/en/article/dy8nyj/this-tiny-fishing-town-was-poisoned-by-a-coal-plant-the-government-is-trying-to-replace-it-with-a-mine>
- Ficou, M. (2022a). Le principal enjeu de la politique sectorielle du Sénégal est de réduire les risques environnementaux. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.vivafrik.com/2022/04/21/le-principal-enjeu-de-la-politique-sectorielle-du-senegal-est-de-reduire-les-risques-environnementaux-confie-amadou-lamine-guisse-a45508.html>
- Ficou, M. (2022b). Le Sénégal valide la stratégie nationale intégrant les enjeux climatiques dans le continuum éducatif. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.vivafrik.com/2022/07/01/le-senegal-valide-la-strategie-nationale-integrant-les-enjeux-climatiques-dans-le-continuum-educatif-a46525.html>
- Financial Afrik. (2017). Sénégal : la BAD autorise des enquêtes approfondies sur la centrale à charbon de Sendou. Retrieved July 20, 2019, from <https://www.financialafrik.com/2017/04/21/senegal-la-bad-autorise-des-enquetes-approfondies-sur-la-centrale-a-charbon-de-sendou/>
- Freedom House. (2022). Senegal profile. Retrieved July 11, 2022, from <https://freedomhouse.org/country/senegal/freedom-world/2022>
- GCF. (2022a). Centre de Suivi Écologique Profile. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.greenclimate.fund/ae/cse>

- GCF. (2022b). La Banque Agricole (formerly Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal) profile. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.greenclimate.fund/ae/lba>
- GCF. (2022c). Senegal country profile. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.greenclimate.fund/countries/senegal#contact>
- GGGI. (2021). *Assessment of Sanitation GHG emissions and measures for Climate Change mitigation and adaptation in Senegal*. Retrieved from <https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/resource//SN-L4-Climate Change and Sanitation Report.pdf>
- Gütschow et al. (2021). Senegal - Kyoto Greenhouse Gases (AR4). Retrieved July 11, 2022, from <https://www.pik-potsdam.de/paris-reality-check/primap-hist/#scenario=histcr&id=sen&entity=kyotoghgar4>
- Head of State. (2021). Message à la Nation de son Excellence Monsieur le Président de la République à l'occasion du Nouvel An. Retrieved July 12, 2022, from https://www.presidence.sn/actualites/message-a-la-nation-de-son-excellence-monsieur-le-president-de-la-republique-a-l-occasion-du-nouvel-an_2651
- ICAT. (2019). *RAPPORT DE L'ETUDE SUR LE CADRE DE SUIVI DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE DU SECTEUR DE L'ENERGIE*. Retrieved from <https://climateactiontransparency.org/wp-content/uploads/2021/09/D2.-Rapport-de-letude-sur-le-cadre-de-suivi-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-du-secteur-de-lenergie.pdf>
- ICAT. (2021). Senegal - Initiative for Climate Action Transparency. Retrieved from https://climateactiontransparency.org/icat_countries/senegal/
- IEA. (2021). *Transitions énergétiques au Sahel*. Retrieved from <https://iea.blob.core.windows.net/assets/f110bde7-e082-4764-b8a4-426e274953ae/TransitionsenergetiquesauSahel.pdf>
- IISD. (2020). Stimulus for Renewable Energy Technologies in Senegal.
- ILO. (2015). La transition vers une économie verte au Sénégal : Cadre politique et stratégique pour stimuler l'action. Retrieved April 29, 2021, from https://www.ilo.org/global/docs/WCMS_454725/lang--fr/index.htm
- ILO. (2018). *Les compétences pour les emplois verts au Sénégal*. Retrieved from https://www.unpage.org/files/public/national_assessment_of_skills_for_green_jobs.pdf
- ILO. (2019). Des initiatives nationales encouragées par l'OIT remportent un « Oscar » de la politique. Retrieved from https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_724123/lang--fr/index.htm
- ILO. (2022). First project of the Climate Action for Jobs Initiative launched in Senegal. Retrieved July 13, 2022, from https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/news/WCMS_840143/lang--en/index.htm
- IRD. (2021). Projet Hybridations électriques - Transition énergétique dans les villes du Sud. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.ird.fr/projet-hybridations-electriques-transition-energetique-dans-les-villes-du-sud>
- IRENA and ECREEE. (2015). Energy Planning Capacity - Building Programme: Training 1. Retrieved from <https://www.irena.org/events/2015/Dec/IRENA-ECREEE-Energy-Planning-Capacity-Building-Programme-Training-1>
- Jänicke, M., Schreurs, M., & Töpfer, K. (2015). The Potential of Multi-Level Global Climate Governance. *Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS) Policy Brief*, (2), 1–12. <https://doi.org/10.2312/iass.2015.021>
- Jean-Claude. (2021). La première étape de l'aménagement du futur CECIDD, centre innovant de l'éducation des citoyens de demain. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.helloasso.com/associations/le-partenariat/collectes/un-premier-pas-vers-l-education-de-demain>
- Kande, O. (2021). Afrique: Partis écologistes au Sénégal - Un engagement vert qui se fane. Retrieved July 12, 2022, from <https://fr.allafrica.com/stories/202107010338.html>
- Khadre. (2021). Production de charbon: La centrale de Sendou mise en marche! Retrieved July 20, 2022, from <https://senegal7.com/production-de-charbon-la-centrale-de-sendou-mise-en-marche/>
- Kouazounde, J. B. (2020). *REPORT OF THE VIRTUAL WORKSHOP FOR TRAINING NATIONAL EXPERTS ON THE GREENHOUSE GAS (GHG) AND BLACK CARBON INVENTORY IN THE WASTE SECTOR IN SENEGAL*. Retrieved from <https://cdn.sei.org/wp-content/uploads/2021/03/1-report-workshop-ghg-black-carbon-inventory-waste-edited-senegal.pdf>
- La Croix. (2021). Gaz et pétrole au Sénégal: le président inquiet d'un "coup fatal" après la COP26. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.la-croix.com/Gaz-petrole-Senegal-president-inquiet-coup-fatal-COP26-2021-11-29-1301187663>
- Le Quotidien. (2021). Mis en place d'un Comité régional sur les changements climatiques: Dakar prépare sa résilience. Retrieved July 13, 2022, from <https://lequotidien.sn/mis-en-place-dun-comite-regional-sur-les-changements-climatiques-dakar-prepare-sa-resilience/>
- MAER. (2018a). *Lettre de Politique Sectorielle de Développement de l'Agriculture (LPSDA) Version finale*. Retrieved from https://dapsa.sec.gouv.sn/sites/default/files/publications/LPSDA_MAER_version_apres_atelier_de_validation_4.pdf
- MAER. (2018b). Programme national d'investissement agricole pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PNIASAN). République du Sénégal. Retrieved from <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Sen188348.pdf>
- MEDD. (2015a). Le Sénégal recrute cette Année 400 agents des eaux et forêts pour renforcer son dispositif de surveillance. Retrieved from <http://www.environnement.gouv.sn/lesactualites/le-senegal-recrute-cette-annee-400-agentes-des-eaux-et-forêts-pour-renforcer-le>
- MEDD. (2015b). *Lettre de politique de développement du Secteur de l'Environnement et du Développement Durable 2016-2020*. Retrieved from <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/sen179622.pdf>
- MEDD. (2015c). *Stratégie Nationale de promotion des emplois verts au Sénégal*. Retrieved from https://www.unpage.org/files/public/rapport_snpev_version_final.pdf
- MEDD. (2017). *RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE (RAP) 2017 DU MEDD*. Retrieved from [https://chm.cbd.int/api/v2013/documents/58DAD993-C79B-6275-8330-99B6F44BA483/attachments/Rapport annuel medd 2017.pdf](https://chm.cbd.int/api/v2013/documents/58DAD993-C79B-6275-8330-99B6F44BA483/attachments/Rapport%20annuel%20medd%202017.pdf)
- MEDD. (2018a). *REVUE SECTORIELLE SECTORIEL 2018*. Retrieved from [http://www.environnement.gouv.sn/sites/default/files/documenttheque/Edition RAP MEDD 2017.pdf](http://www.environnement.gouv.sn/sites/default/files/documenttheque/Edition%20RAP%20MEDD%202017.pdf)
- MEDD. (2018b). *REVUE SECTORIELLE SECTORIEL 2018*.
- MEDD. (2021). *INTEGRATION DE L'EDUCATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE SYSTEME EDUCATIF SENEGALAIS*. Retrieved July 13, 2022, from <https://www.environnement.gouv.sn/lesactualites/integration-de-leducation-au-changement-climatique-dans-le-systeme-educatif-senegalais>

- MEP. (2019). *Lettre de politique de développement du Secteur de l'Énergie*. Retrieved from https://rise.esmap.org/data/files/library/senegal/Documents/Energy Access/Senegal_LPDE 2019-2023.pdf
- Michaelowa, A., Diagne, E. H. M., Shishlov, I., Ménard, M., Thioune, T., Gueye, M. D., & Espelage, A. (2019). *Étude d'opportunité sur la mise en place d'un instrument de tarification carbone au Sénégal*. Retrieved from https://www.carbon-mechanisms.de/fileadmin/media/dokumente/Publikationen/Studie/CI-ACA_Senegal_carbon_pricing.pdf
- Michel, N. (2015). COP 21 – Sénégal : Haidar El Ali, l'inépuisable lutteur. Retrieved July 19, 2022, from <https://www.jeuneafrique.com/281591/societe/environnement-cop-21-haidar-el-ali-linfatigable-lutteur/>
- MIF. (2020). *Ibrahim Index of African Governance. Mo Ibrahim Foundation*. Retrieved from <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-11/2020-index-report.pdf>
- Morgan, B. (2022). Senegal gets new oil minister in unexpected cabinet reshuffle. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.upstreamonline.com/politics/senegal-gets-new-oil-minister-in-unexpected-cabinet-reshuffle/2-1-904824>
- MPE. (2019). *Plan Opérationnel pour la mise en œuvre du Programme d'électrification rurale "Accès Universel"*. Retrieved from <https://www.accesuniversel.sn/wp-content/uploads/2021/03/Plan-operationnel.pdf>
- ND-GAIN. (2022). ND-GAIN Country Index. Retrieved March 15, 2022, from <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>
- Ndiaye, M. (2019). *ÉTUDE SUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME MRV POUR LE SECTEUR DU TRANSPORT*. Retrieved from <https://climateactiontransparency.org/wp-content/uploads/2021/09/D2.-Etude-sur-la-mise-en-place-dun-systeme-MRV-pour-le-secteur-du-transport.pdf>
- Netherlands Enterprise Agency. (2017). *ENERGY SECTOR ANALYSIS SENEGAL PETROLEUM & GAS*. Retrieved from <https://www.rvo.nl/sites/default/files/2017/09/Report-Energy-sector-Senegal.pdf>
- Netherlands Enterprise Agency. (2022). *Scoping study Renewable Energy Senegal*. Retrieved from <https://www.rvo.nl/sites/default/files/2022/02/Scoping-study-Renewable-Energy-Senegal.pdf>
- NRGI. (2021). *Indice de gouvernance des ressources naturelles 2021 Sénégal*. Retrieved from https://api.resourcegovernanceindex.org/system/documents/documents/000/000/481/original/2021_RGI_Senegal_oil_and_gas_profile_French.pdf?1628713326
- OFNAC. (2017). *Rapport d'activités 2017*. Retrieved from https://www.ofnac.sn/resources/pdf/RAPPORT_D'ACTIVITES_2017.pdf
- Olivier, M. (2015). Le Sénégal est dans un état de catastrophe écologique. *Jeune Afrique*, 1–7. Retrieved from <https://www.jeuneafrique.com/270816/societe/haidar-el-ali-senegal-etat-de-catastrophe-ecologique/>
- Organisation de Solidarité Internationale. (2020). *Programme d'Éducation au Changement Climatique*, 4. Retrieved from <https://www.lepartenariat.org/programme-deducation-au-changement-climatique-region-de-saint-louis-senegal/>
- PAGE. (2021). 2021 Annual Report Senegal. Retrieved July 13, 2021, from <https://2021.page-annual-report.org/country-report/2021-senegal/>
- Peyton, N. (2019). Senegalese teen battles indifference, religion to launch climate campaign. Retrieved July 13, 2019, from <https://www.reuters.com/article/us-climate-change-senegal-youth-idUSKBN1WC1GC>
- Peyton, N. (2020). Senegal opens West Africa's first big wind farm in push for renewables. Retrieved July 11, 2022, from <https://www.reuters.com/article/us-senegal-energy-windfarm-trfn-idUSKCN20I2CS>
- Presidency of Senegal. (2022a). Communiqué du Conseil des Ministres du 29 juin 2022. Retrieved July 24, 2022, from https://www.presidence.sn/actualites/communiqué-du-conseil-des-ministres-du-29-juin-2022_2686
- Presidency of Senegal. (2022b). Le Chef de l'Etat a reçu cet après midi une délégation de BP. Au menu des échanges le gisement gazier GTA au large de la Mauritanie et du Sénégal. Retrieved July 13, 2022, from https://www.presidence.sn/actualites/le-chef-de-letat-a-recu-cet-apres-midi-une-delegation-de-bp-au-menu-des-echanges-le-gisement-gazier-gta-au-large-de-la-mauritanie-et-du-senegal_2564
- Presidency of Senegal. (2022c). Le PDG de COSMOS ENERGY a été reçu cet après-midi en audience par le Président Macky SALL. Retrieved July 13, 2022, from https://www.presidence.sn/actualites/le-pdg-de-cosmos-energy-a-ete-recu-cet-apres-midi-en-audience-par-le-president-macky-sall_2637
- RADE. (2021). *Énergies renouvelables, et enjeux climatiques en droit africain*. Revue Africaine de Droit de l'Environnement. Retrieved from https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2021/11/RADE-6_2021.pdf
- Republic of Senegal. (2001). Code de l'Environnement. Retrieved from <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/sen34608.pdf>
- Republic of Senegal. (2010a). Loi d'orientations sur le secteur de la bioénergie au Sénégal. République du Sénégal. Retrieved from http://www.renew.itccanarias.org/images/policy/senegal/secteur_EERR/Loi_2010-22_orientation_biocarburants.pdf
- Republic of Senegal. (2010b). Loi d'orientations sur les énergies renouvelables. République du Sénégal. Retrieved from https://www.crse.sn/sites/default/files/2018-11/LOI_2010-21_Energies_renouvelables.pdf
- Republic of Senegal. (2010c). Loi des Finances 2011. Retrieved from <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/senegal/Senegal-LF-2011.pdf>
- Republic of Senegal. (2011a). *Décret portant création du Comité National sur les Changements Climatiques*. Retrieved from <http://www.fao.org/faolex/results/details/en/c/LEX-FAOC131100>
- Republic of Senegal. (2011b). Loi des Finances 2012. Retrieved from <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/senegal/Senegal-LF-2012.pdf>
- Republic of Senegal. (2014). *Plan Sénégal Émergent 2014-2018*. Retrieved from https://www.sec.gouv.sn/sites/default/files/Plan_Senegal_Emergent_0.pdf
- Republic of Senegal. (2015a). CONTRIBUTION PREVUE DETERMINEE AU NIVEAU NATIONAL (CPDN). Retrieved from <https://www4.unfccc.int/sites/submissions/INDC/Published Documents/Senegal/1/CPDN - Sénégal.pdf>
- Republic of Senegal. (2015b). Décret portant création du CASE. Retrieved from <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/sen155041.pdf>
- Republic of Senegal. (2018a). Code Forestier. République du Sénégal. Retrieved from <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Sen191599.pdf>

- Republic of Senegal. (2018b). *Plan Sénégal Émergent: Plan d'Actions Prioritaires 2019-2023*. Retrieved from <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Sen188171.pdf>
- Republic of Senegal. (2019a). *Rapport exploratoire sur l'économie verte au Sénégal*. Retrieved from https://www.unpage.org/files/public/document_du_rapport_exploratoire_sur_leconomie_verte_updated_green_economy_model_and_green_economy_assessment_report.pdf
- Republic of Senegal. (2019b). *Sénégal Code pétrolier 2019*. Droit Afrique. Retrieved from <https://www.petrosen.sn/wp-content/uploads/2020/07/Senegal-Code-2019-petrolier.pdf>
- Republic of Senegal. (2020a). Contribution déterminée au niveau national du Sénégal. UNFCCC. Retrieved from [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Senegal First/CDNSenegal approuvée.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Senegal%20First/CDNSenegal%20approuv%C3%A9e.pdf)
- Republic of Senegal. (2020b). Décret n° 2020-2214 du 11 novembre 2020 relatif aux attributions du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.sec.gouv.sn/publications/lois-et-reglements/decret-ndeg-2020-2214-du-11-novembre-2020-relatif-aux-attributions>
- Republic of Senegal. (2020c). Loi des Finances 2021. Retrieved from https://www.cabri-sbo.org/uploads/bia/Senegal_2021_Approval_External_EnactedBudget_MinFin_CEN-SADECOWAS_French.pdf
- Republic of Senegal. (2020d). Loi No. 2020-06 portant Code Gazier.pdf. Retrieved from [https://www.petrosen.sn/wp-content/uploads/2020/07/Loi-n°2020-06-du-07-février-2020-portant-Code-gazier-1.pdf](https://www.petrosen.sn/wp-content/uploads/2020/07/Loi-n%C3%B02020-06-du-07-f%C3%A9vrier-2020-portant-Code-gazier-1.pdf)
- Republic of Senegal. (2021). Loi No. 2021-31 portant Code de l'Électricité.pdf. Retrieved from [https://www.crse.sn/sites/default/files/2021-12/Loi n°2021-31 du 9 juillet 2021 portant Code de l'Électricité.pdf](https://www.crse.sn/sites/default/files/2021-12/Loi%20n%C3%B02021-31%20du%209%20juillet%202021%20portant%20Code%20de%20l%27Electricit%C3%A9.pdf)
- RFI. (2012). Au Sénégal, Haïdar el-Ali, un défenseur de l'environnement, nommé ministre de l'Écologie. Retrieved July 19, 2022, from <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20120406-senegal-haidar-el-ali-libanais-defenseur-environnement-nomme-ministre>
- Sagne et Cissé. (2019). *Sénégal - Train Express Régional de Dakar Phase 1 - Section Dakar Diamniadio - Lettre de Requête*. African Development Bank. Retrieved from [blob:https://www.afdb.org/d3ef26ba-c729-4367-b205-67988814ccd9](https://www.afdb.org/d3ef26ba-c729-4367-b205-67988814ccd9)
- Seck, A. (2021). *RAPPORT SUR LA FEUILLE DE ROUTE AVEC RECOMMANDATIONS POUR LES DECIDEURS AU SENEGAL SUR L'ETABLISSEMENT D'UN SYSTEME DE MESURE, NOTIFICATION ET VERIFICATION (MNV) NATIONAL ROBUSTE POUR LES ACTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE*. Retrieved from [https://climateactiontransparency.org/wp-content/uploads/2021/09/D4-Roadmap-avec-recommandations-pour-les-policy-makers-au-Senegal-sur-l'etablissement-d'un-systeme-MRV-national-robuste-pour-les-actions-et-politiques-relatives-au-changement-climatique.pdf](https://climateactiontransparency.org/wp-content/uploads/2021/09/D4-Roadmap-avec-recommandations-pour-les-policy-makers-au-Senegal-sur-l-etablissement-d-un-systeme-MRV-national-robuste-pour-les-actions-et-politiques-relatives-au-changement-climatique.pdf)
- SEI & ONG Page Verte. (2020). *MISE EN ŒUVRE DES CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL ET DE FORMATION SUR LE SYSTÈME DE MESURE, NOTIFICATION ET VÉRIFICATION OU MEASUREMENT, REPORTING AND VERIFICATION (MRV)*. Retrieved from <https://cdn.sei.org/wp-content/uploads/2021/03/2-workshop-and-training-report-sei-2020-french.pdf>
- Selormey et al. (2019). *Change ahead of climate change in Africa. Afrobarometer Policy Paper No. (Vol. 60)*. Retrieved from [https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Policy papers/ab_r7_policypaperno60_experience_and_awareness_of_climate_change_in_africa.pdf](https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Policy%20papers/ab_r7_policypaperno60_experience_and_awareness_of_climate_change_in_africa.pdf)
- SENEAD. (2020). Programme d'Éducation au Changement Climatique. Retrieved from <https://www.lepartenariat.org/programme-deducation-au-changement-climatique-region-de-saint-louis-senegal/>
- Senegal Presidency. (2022a). Communiqué du Conseil des Ministres du 17 mars 2022. Retrieved July 12, 2022, from [https://www.presidence.sn/actualites/communiqué-du-conseil-des-ministres-du-17-mars-2022_2570](https://www.presidence.sn/actualites/communiqu%C3%A9-du-conseil-des-ministres-du-17-mars-2022_2570)
- Senegal Presidency. (2022b). Communiqué du Conseil des Ministres du 30 mars 2022. Retrieved July 12, 2022, from [https://www.presidence.sn/actualites/communiqué-du-conseil-des-ministres-du-30-mars-2022_2572](https://www.presidence.sn/actualites/communiqu%C3%A9-du-conseil-des-ministres-du-30-mars-2022_2572)
- Senegal Presidency. (2022c). Communiqué du Conseil des Ministres du 9 mars 2022. Retrieved July 12, 2022, from [https://www.presidence.sn/actualites/communiqué-du-conseil-des-ministres-du-9-mars-2022_2558](https://www.presidence.sn/actualites/communiqu%C3%A9-du-conseil-des-ministres-du-9-mars-2022_2558)
- SENELEC. (2020). *Rapport annuel 2020*. Retrieved from <http://www.senelec.sn/wp-content/uploads/2022/01/Rapport-Annuel-Senelec-2020.pdf>
- Sonko, K. (2021). Transition énergétique: La Centrale de Sendou sera convertie au gaz. Retrieved July 11, 2022, from <https://lequotidien.sn/transition-energetique-la-centrale-de-sendou-sera-convertie-au-gaz/>
- Sonko, O. (2019). Programme de politique économique et sociale. Retrieved from https://jotna.org/wp-content/uploads/2019/02/CSP_Programme-Jotna.pdf
- State, H. of. (2019). Discours d'investiture de Son Excellence Monsieur le Président Macky Sall. Présidence de la République. Retrieved from https://www.presidence.sn/actualites/discours-dinvestiture-de-son-excellence-monsieur-le-president-macky-sall_1598
- Stokes et al. (2015). Global concern about climate change, broad support for limiting emission. *Pew*, (November 5), 2015. Retrieved from <https://www.pewresearch.org/global/wp-content/uploads/sites/2/2015/11/Pew-Research-Center-Climate-Change-Report-FINAL-November-5-2015.pdf>
- SYNCHRONIX. (2016). *Étude sur la Perception et le Coût de Corruption au Sénégal*.
- The World Bank. (2019). *Piloting a Standardized Crediting Framework for Scaling Up Energy Access Programs Phase 2 Final Report: Lessons Learned and Next Steps*. Retrieved from [https://ci-dev.org/sites/cidev/files/2020-07/SCF Senegal Lessons Learned 200115.pdf](https://ci-dev.org/sites/cidev/files/2020-07/SCF%20Senegal%20Lessons%20Learned%200115.pdf)
- The World Bank. (2022a). Access to electricity (% of population) - Senegal. Retrieved July 11, 2022, from <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCTS.ZS?locations=SN>
- The World Bank. (2022b). GDP growth (annual %) - Senegal. Retrieved July 11, 2022, from <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=SN>
- The World Bank. (2022c). Poverty headcount ratio at \$1.90 a day (2011 PPP) (% of population). Retrieved July 11, 2022, from <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.DDAY>
- TI. (2021a). Corruption Perceptions Index 2021 - Senegal. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.transparency.org/en/cpi/2021/index/sen>

- TI. (2021b). CPI 2021 for Sub-Saharan Africa: Amid democratic turbulence, deep-seated corruption exacerbates threats to freedoms. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-sub-saharan-africa-amid-democratic-turbulence-deep-seated-corruption>
- TI. (2021c). Transparency International calls for foreign bribery investigations into Senegal's lucrative oil deals. Retrieved July 12, 2022, from <https://www.transparency.org/en/press/calling-for-investigations-senegal-oil-deals>
- Togbe, G. (2022). Sécou Sarr, directeur exécutif Enda énergie : cette stratégie de développement sobre en carbone pour le Sénégal ne sera pas de trop. Retrieved July 12, 2022, from <https://allforsciences.media/secou-sarr-directeur-executif-enda-energie-cette-strategie-de-developpement-sobre-en-carbone-pour-le-senegal-ne-sera-pas-de-trop/>
- UCESA. (2021). Le changement climatique et ses conséquences: La parole aux citoyens africains. Retrieved from <http://www.ucesa.africa/media/2021/11/UCESA-Prez-COP26.pdf>
- UN Climate Change Conference. (2021). Global Coal to Clean Power Transition Statement. Retrieved July 11, 2022, from <https://ukcop26.org/global-coal-to-clean-power-transition-statement/#:~:text=Global Coal to Clean Power Transition Statement We%2C,of clean power to accelerate the energy transition>
- UNIDO. (2017). *Adaptation and mitigation in the Senegalese cereal milling industry*. Retrieved from https://www.unido.org/sites/default/files/2017-03/Senegal-country-report-DIGITAL-FINAL-20170302-OnePage_0.pdf
- Waisman et al. (2021). *CLIMATE AMBITION BEYOND EMISSION NUMBERS: Taking stock of progress by looking inside countries and sectors*. Retrieved from https://ddpinitiative.org/wp-content/pdf/DDP_AmbitionReport.pdf
- Werntz, K. M. (2015). La capitale Sénégalaise marque un tournant avec sa première manifestation pour le climat. *Foundation, Thomson Reuters*, 1–8. Retrieved from <http://www.braced.org/fr/news/i/?id=bb3c2e45-4b1f-470b-86bf-8fc101749414>
- Xalima. (2022). Centrale De Sendou : Louis Claude Norland Suzor, homme d'affaires mauricien, réclame 685 milliards au Sénégal. Retrieved July 11, 2022, from <https://www.xalimasn.com/centrale-de-sendou-louis-claude-norland-suzor-homme-daffaires-mauricien-reclame-685-milliards-au-senegal/>
- Yanga, E. B. (2015). Journée Nationale de la Foresterie, Première édition. *Enquête +*. Retrieved from <https://www.enqueteplus.com/content/journée-nationale-de-la-foresterie-première-edition-2015-macky-sall-demande-la-sauvegarde-de>